

DYNAMISATION DES EXPORTATIONS HORS HYDROCARBURES

Les nouvelles mesures du gouvernement

Dans un objectif clair de diversification économique et de valorisation des ressources hors hydrocarbures, l'Algérie déploie une stratégie ambitieuse pour renforcer ses exportations. Cette approche repose sur trois axes principaux : le développement des infrastructures logistiques, la simplification des procédures d'exportation, et la création de nouvelles opportunités commerciales. Le gouvernement place ainsi l'exportation au cœur de sa vision de croissance économique. P 3



18E ÉDITION DU SALON
"EQUIP AUTO" 2025

Les entreprises algériennes mettent en avant leur savoir- faire en pièces de rechange

Plusieurs fabricants locaux participant à la 18e édition du salon international des services après-vente automobile et des services de transport "Equip Auto Algérie", qui a ouvert ses portes depuis lundi au Palais des Expositions (Alger), ont mis en avant leurs capacités de production dans le domaine de la fabrication de pièces de rechange pour véhicules, affirmant leur volonté de se positionner sur le marché après leur succès dans le domaine de la fabrication selon des normes internationales.

P 2

ÉNERGIE, GAZ, HYDROGÈNE
VERT...

Les Japonais s'intéressent au marché algérien

Le Japon veut approfondir sa coopération avec l'Algérie, notamment dans les domaines de l'énergie et des hydrocarbures. Une délégation d'entreprises japonaises est en mission de prospection en Algérie depuis lundi dernier. Cette visite s'inscrit dans le cadre de l'élargissement des domaines de partenariat et d'investissement entre les deux pays.

P 5

PRODUCTION DE RÉSINE Un projet algéro- espagnol bientôt lancé

L'Algérie entame un certain réchauffement avec l'Espagne. Si pour beaucoup, ce n'est pas encore la lune de miel, les relations entre les deux pays tendent à s'améliorer, même timidement. Diversifiant ses partenariats, l'Algérie s'emploie par la même à s'investir dans des domaines autres que celui des hydrocarbures. Il en va alors de la production de résine, marché prometteur pour lequel un partenariat de production a été noué entre une entreprise algérienne et espagnole.

P 3

BDL

**Cession de plus
de 95% des actions mises
en vente P 3**

SAIDAL - LABORATOIRE ALLEMAND
"BOEHRINGER INGELHEIM"

**Signature d'un accord
de partenariat P 2**

ÉLECTRICITÉ

**Hausse de la demande
de 5,4% P 5**

SAIDAL –LABORATOIRE ALLEMAND “BOEHRINGER INGELHEIM”

Signature d’un accord de partenariat

Un accord de partenariat et de coopération a été signé hier entre SAIDAL, représentée par son Directeur Général, M. Abdelouahed Grimis, et le laboratoire pharmaceutique allemand « Boehringer Ingelheim ». La cérémonie de signature s’est déroulée sous la supervision du Ministre de l’Industrie Pharmaceutique, M. Wassim Kouidri, au siège du Ministère de l’Industrie. Cet accord vise à produire des médicaments pour les maladies rares dans une première phase avant de les étendre à d’autres catégories de traitements. SAIDAL travaille à intensifier les partenariats avec les grands laboratoires internationaux pour fournir des traitements innovants aux citoyens algériens et contribuer efficacement aux efforts du pays en matière de sécurité sanitaire. Cet accord s’inscrit également dans la volonté de l’État de renforcer la souveraineté sanitaire du pays en réduisant la dépendance aux importations et en favorisant le transfert de technologie.

S R.

COMPÉTITION « STARTUDE DZ »

L’ANEP parraine la 3^e édition

L’Entreprise Nationale de Communication, d’Édition et de Publicité (ANEP) a l’honneur d’annoncer son parrainage officiel de la 3^e édition de la compétition nationale et internationale STARTUDE DZ, sous le slogan « Etudiant Entrepreneur de startup et de micro-entreprise », organisée par l’Organisation Nationale des Étudiants Libres (ONEL) sous le parrainage de plusieurs ministères et organisations nationales, et qui se déroulera du 17 février au 19 mai 2025. La cérémonie d’ouverture de cette compétition a eu lieu avant-hier, lundi 17 février 2025, à l’Ecole Supérieure d’Hôtellerie et Restauration d’Alger (ESHRA), en présence du Ministre de la Jeunesse Chargé du Haut Conseil de la Jeunesse M. Mustapha HIDAOU, du Président de l’Observatoire National de la Société Civile, M. Nouredine Benbrahim, du représentant du Président de l’APN M. ABLILAH AFIF, des représentants de différents ministères et institutions, et aussi des cadres supérieurs de l’ANEP. Le parrainage de cet événement s’inscrit dans le cadre de la politique de l’entreprise qui s’est engagée à l’orienter vers l’accompagnement des startups et des jeunes entrepreneurs, suivant la volonté du Président de la République monsieur Abdelmadjid TEBBOUNE de développer le domaine de l’entrepreneuriat et de l’innovation en soutenant activement les initiatives et les projets novateurs, dans le but de contribuer au développement économique de l’Algérie.

18^e ÉDITION DU SALON "EQUIP AUTO" 2025

Les entreprises algériennes mettent en avant leur savoir-faire en pièces de rechange

Plusieurs fabricants locaux participant à la 18^e édition du salon international des services après-vente automobile et des services de transport "Equip Auto Algérie", qui a ouvert ses portes depuis lundi au Palais des Expositions (Alger), ont mis en avant leurs capacités de production dans le domaine de la fabrication de pièces de rechange pour véhicules, affirmant leur volonté de se positionner sur le marché après leur succès dans le domaine de la fabrication selon des normes internationales.

Par R E.

Parmi les 60 exposants algériens participant à cet événement international, environ 30 d’entre eux sont spécialisés dans la fabrication de pièces de rechange, huiles, pneus et batteries avec des taux d’intégration variables. Dans des déclarations à l’APS, ces acteurs, dont certains sont passés à la production après avoir été auparavant des importateurs, ont confirmé qu’ils travaillaient à se développer sur le marché national avec des projets d’exportation, en produisant des biens nationaux «selon des normes internationales» et à «des prix étudiés». Dans ce cadre, l’entreprise «Plastiques Auto BK», dont l’usine se trouve à Blida, s’efforce de fournir des composants plastiques pour les véhicules tels que des pare-chocs, avec un taux d’intégration de 100 %. Le directeur de l’entreprise, Walid Ben Ali Khouja, a estimé que le marché national offre des «opportunités prometteuses», ce qui pousse cette entreprise, qui a lancé son activité industrielle il y a deux

ans, à élargir sa gamme de produits, qui comprendra bientôt des caches de rétroviseurs. De son côté, l’entreprise «Iris Pneus» prévoit de lancer son nouveau produit, des pneus tout terrain (4x4), pour la fin du troisième trimestre 2025. Cela répond à une demande croissante, notamment dans le secteur agricole, dans le sud du pays, ainsi que chez les entreprises pétrolières des régions du sud, selon les propos de Yahi Djafri, directeur commercial et marketing de l’entreprise. Il a également confirmé les efforts de "Iris Pneus" pour augmenter sa capacité de production afin de mieux répondre aux besoins du marché national et limiter les importations. L’entreprise «Matador Batteries», dont l’usine se situe à Bouira, a souligné l’importance des incitations mises en place par les autorités publiques, qui ont poussé la société à passer de l’importation à la production en janvier 2024. L’entreprise travaille à augmenter sa capacité de production de 500 000 à 750 000 batteries par an, dans un premier temps pour satisfaire

la demande nationale et dans un second temps pour pénétrer le marché africain, selon les propos de son adjoint, Lazhar Boustia. Il a ajouté que ces batteries «sont conformes aux normes internationales» en termes de qualité, ce qui se reflète positivement sur leur durée de vie théorique, qui varie entre deux et trois ans, avec un prix inférieur de 30 à 40 % par rapport aux batteries importées. Pour sa part, l’entreprise «Techno Cast», spécialisée dans la fabrication de pièces de suspension et de direction, a indiqué à travers son représentant au salon qu’elle place la qualité au cœur de sa stratégie industrielle, en choisissant soigneusement les matériaux utilisés, en respectant les dimensions et le processus de production. Grâce à ses produits de qualité, l’entreprise vise à couvrir une part du marché national et à se tourner vers l’exportation dans le futur. Il est à noter que le salon "Equip Auto Algérie", qui se poursuivra jusqu’au 20 février, accueille environ 350 exposants nationaux et étrangers, dont 60 exposants algériens.

TÉLÉPHONIE MOBILE

Djezzy annonce le lancement de son service Cloud

L’opérateur de téléphonie mobile Djezzy a annoncé lundi, dans un communiqué, le lancement de son service Cloud qui constitue une réponse "concrète" aux enjeux de digitalisation et accompagne les entreprises vers plus d’agilité et d’efficacité. Le lancement de ce service Cloud, "enregistraint ainsi une nouvelle étape dans sa stratégie digitale", a été annoncé, en marge de la cérémonie inaugurale du CTO Forum 2025, qui se tient jusqu’au 19 février au Palais de la culture Moufdi Zakaria à Alger, en présence du ministre de la Poste et des Télécommunications, Sid Ali Zerrouki, et du directeur général du Fonds national d’investissement. A cette occasion, la solution Cloud, "une infrastructure sécurisée, performante et évolutive, conçue pour répondre aux besoins

croissants des entreprises algériennes" a été présentée aux invités du CTO forum. "Le Cloud, un levier essentiel pour la compétitivité des entreprises, est une solution qui permet d’accéder à des ressources informatiques flexibles, sécurisées et adaptées à leurs besoins", a-t-on expliqué, précisant qu’avec "cette offre, Djezzy apporte une réponse concrète aux enjeux de digitalisation et accompagne les entreprises algériennes vers plus d’agilité et d’efficacité". Soulignant l’importance de cet investissement stratégique, le Directeur général de Djezzy a indiqué qu’avec le lancement de ce service Cloud, "Djezzy renforce son rôle d’acteur majeur du numérique en Algérie". Il a ajouté que "cet investissement s’inscrit pleinement dans notre vision d’accompagner les entreprises et les institutions dans leur

transformation digitale en leur offrant des solutions innovantes, fiables et sécurisées", relevant que "le Cloud est un pilier fondamental du développement des services technologiques de demain, et Djezzy entend jouer son rôle dans cette évolution". Le communiqué, explique, par ailleurs, que dans le cadre de sa stratégie de digitalisation, Djezzy a aménagé un espace dédié aux solutions technologiques dans son nouveau bâtiment à Dar El Beida (Alger), un espace "conçu pour favoriser l’innovation et la collaboration et qui permet aux entreprises et partenaires de découvrir les dernières avancées en matière de digitalisation et de connectivité mises au point par les équipes technologiques de Djezzy".

R E.

Quotidien economique

Les EnjeuxEco

Edité par la SARL Les enjeux Eco Tel: 06 98165554

Gérant Belmihoub Abdelaziz

Directeur de publication Radji Zahir

Siège social 03,Rue Ali Boumendjel Square Port Said , Casbah email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005 001700000003889 09

Impression Centre : SIA

Distribution Centre: les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s’adresser à : L’Entreprise Nationale de Communication, d’Édition et de Publicité» Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42 Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77 E-mail: agence.regie@anep.com.dz Programmation.regie@anep.com.dz agence.oran@anep.com.dz agence.annaba@anep.com.dz agence.ovargla@anep.com.dz agence.constantine@anep.com.dz

DYNAMISATION DES EXPORTATIONS HORS HYDROCARBURES

Les nouvelles mesures du gouvernement

Dans un objectif clair de diversification économique et de valorisation des ressources hors hydrocarbures, l'Algérie déploie une stratégie ambitieuse pour renforcer ses exportations. Cette approche repose sur trois axes principaux : le développement des infrastructures logistiques, la simplification des procédures d'exportation, et la création de nouvelles opportunités commerciales. Le gouvernement place ainsi l'exportation au cœur de sa vision de croissance économique.

Par Mourad A.

Lors d'une journée d'information sur les nouvelles mesures d'accompagnement des exportateurs dans le domaine du transport international terrestre et aérien, organisée par l'Agence nationale de promotion du commerce extérieur (ALGEX), le ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, Mohamed Boukhari, a détaillé plusieurs initiatives concrètes destinées à soutenir les exportateurs. Parmi les mesures phares, l'ouverture d'un bureau de contact commercial au Terminal 4 de l'aéroport international Houari Boumediene a été annoncée. « Ce bureau sera un point de référence pour les exportateurs, leur offrant un soutien direct et des solutions sur mesure pour leurs opérations de transport aérien », a-t-il expliqué. Le ministre a également souligné l'engagement de l'État à prendre en charge 50 % des frais de transport aérien international, quelle que soit la distance, grâce au Fonds spécial pour la promotion des exportations (FSPE). Selon M. Boukhari, « c'est un signal fort de l'engagement de l'État à encourager les exportateurs et alléger leurs charges, afin qu'ils puissent se concentrer sur la conquête des marchés internationaux ». Il a aussi annoncé l'ouverture d'une ligne aérienne de fret entre l'Algérie et l'Arabie Saoudite, visant à intensifier les échanges commerciaux entre les deux pays. « Cette ligne n'est qu'un début. Elle reflète notre volonté de diversifier nos destinations et d'explorer de nouveaux horizons commerciaux stratégiques », a-t-il ajouté.

Des ports modernes pour accompagner les exportations

Dans cette dynamique, le ministre des Trans-

ports, Saïd Sayoud, a mis en lumière les efforts de modernisation des infrastructures portuaires. « Nos ports sont désormais équipés pour satisfaire les exigences des exportateurs. Nous avons donné des instructions claires pour améliorer les services et permettre des opérations fluides », a-t-il expliqué. Un investissement de 200 millions d'euros est prévu en 2025 pour moderniser les équipements portuaires et renforcer leur capacité. Conformément aux directives du Président de la République, les ports algériens fonctionneront désormais 24 heures sur 24, une mesure destinée à réduire les délais et à optimiser la logistique. En outre, Saïd Sayoud a insisté sur l'importance du transport terrestre vers l'Afrique. « Nous relançons les exportations par route grâce à des partenariats stratégiques avec LOGITRANS et d'autres acteurs. Des camions dédiés et des conteneurs frigorifiques seront mis à la disposition des transporteurs pour les produits périssables », a-t-il précisé. Ces initiatives visent à répondre aux besoins croissants des partenaires africains de l'Algérie. Par ailleurs, le ministère des Transports œuvre à l'ouverture d'une ligne de transport de fret maritime reliant l'Algérie à Doha (Qatar), en passant par la Tunisie, la Libye, l'Égypte et l'Arabie Saoudite, selon le ministre, qui a indiqué que cette ligne « pourrait être lancée l'été prochain » et que des travaux sont en cours pour définir les ports où les navires feront escale et traiter les aspects techniques.

L'agriculture, un secteur stratégique pour l'exportation

Le secteur agricole, qui représente 15 % du PIB algérien, joue un rôle essentiel dans cette stratégie de diversification. En 2024, la production agricole du pays a atteint 37 milliards de dol-

lars. Le ministre de l'Agriculture, Youcef Cherfa, a souligné l'énorme potentiel de l'Algérie en matière d'exportation de produits agricoles. « Aujourd'hui, nous couvrons largement les besoins du marché local et nous avons des excédents compétitifs à l'international. Par exemple, notre surplus en oignons pourrait alimenter le marché national pendant deux ans tout en étant exporté à des prix attractifs », a-t-il précisé. Le ministre a également encouragé les exportateurs à profiter des facilités mises en place pour renforcer la compétitivité des produits agricoles algériens. « Nous nous engageons à accompagner les opérateurs à chaque étape, de la logistique à la signature des contrats internationaux. Nos produits agricoles sont de haute qualité et répondent aux standards mondiaux », a-t-il ajouté, tout en appelant à saisir les opportunités pour accroître la présence de l'Algérie sur les marchés internationaux.

Ces mesures s'inscrivent dans une politique économique proactive sous l'égide du Président de la République, visant à diversifier les sources de revenus du pays. L'objectif est clair : faire de l'Algérie un acteur majeur des échanges commerciaux mondiaux. En combinant modernisation des infrastructures, simplification des démarches administratives et soutien financier aux exportateurs, le pays trace les contours d'une économie plus résiliente et tournée vers l'avenir. Les ministres, chacun dans son domaine, s'accordent sur un point essentiel : la réussite de cette transformation économique repose sur l'implication active des opérateurs économiques. Ces derniers sont invités à tirer parti des nouvelles opportunités pour faire rayonner les produits algériens à l'international, et ainsi contribuer à la croissance d'une économie diversifiée et compétitive.

BDL Cession de plus de 95% des actions mises en vente

Plus de 95% des actions mises en vente dans le cadre de l'ouverture du capital de la Banque de développement local (BDL) ont été cédées, a indiqué, mardi à Tébessa, le directeur général-adjoint chargé du commercial, Mohamed Mebarek. "Plus de 95% des 44,2 millions d'actions mises en vente ont été cédées depuis le 20 janvier", a indiqué le même responsable en réponse à une question de l'APS, en marge d'un roadshow à Tébessa, précisant que le processus "se poursuivra jusqu'au 20 février". M. Mebarek a appelé les personnes intéressées par l'investissement, qu'il s'agisse d'entreprises économiques, publiques ou privées, ou de personnes physiques, à prendre part à cette expérience qui leur permettra d'entrer dans le monde de l'investissement en achetant des actions de la BDL au prix de 1.400 dinars l'action. "L'ouverture du capital de cet établissement financier est une opportunité pour promouvoir le développement économique et la stabilité financière, et constitue une étape stratégique pour renforcer l'économie nationale et sa compétitivité, conformément aux dispositions de la loi n 23-09 du 21 juin 2023, portant loi monétaire et bancaire et de la loi de finances pour 2025", a ajouté le même responsable. Il a également révélé que la BDL a élaboré un plan d'action quinquennal (2024-2029), qui prévoit le renforcement du réseau d'agences au niveau national par l'ouverture de 42 nouvelles structures, entre traditionnelles et numériques.

R. E.

PRODUCTION DE RÉSINE

Un projet algéro-espagnol bientôt lancé

Par Réda Hadi

L'Algérie entame un certain réchauffement avec l'Espagne. Si pour beaucoup, ce n'est pas encore la lune de miel, les relations entre les deux pays tendent à s'améliorer, même timidement. Diversifiant ses partenariats, l'Algérie s'emploie par la même à s'investir dans des domaines autres que celui des hydrocarbures. Il en va alors de la production de résine, marché prometteur pour lequel un partenariat de production a été noué entre une entreprise algérienne et espagnole. A ce sujet, cette convention de partenariat a été signée, lundi, à Alger entre une entreprise algérienne et une autre espagnole pour la production de résine à multiples usage, en marge d'une rencontre entre opérateurs économiques algériens et leurs homologues espagnols de la région d'Alicante, à l'initiative de l'Organisation algérienne du commerce et de l'investissement social (Oacis). Il faut souligner, que la taille du marché des résines est estimée à 3,35 millions de tonnes pour 2024 et devrait atteindre 4, 40 millions de

tonnes d'ici à 2029, avec une période de croissance de 3, 41 au cours de la période de prévision (2024-2029). C'est un effet d'aubaine avec la signature de ce partenariat. La convention a donc été paraphée entre la société algérienne Méditerranée polyester, domiciliée dans la wilaya de Boumerdès et l'espagnole Néo résine, et stipule le lancement d'un projet de production en Algérie de la résine à multiples usage. Selon le directeur général de Méditerranée polyester, Saïd Hamza, contribuera à couvrir les demandes du marché local en cette matière première et permettra, à moyen terme, de l'exporter. A l'occasion, le représentant des services de Douanes, Rabah Cherif, a mis en avant les multiples mesures prises pour faciliter les opérations d'exportation, particulièrement dans le cadre de la promotion des exportations hors hydrocarbures. Il a dans ce sens cité la simplification et la numérisation des procédures douanières et la validation rapide des déclarations d'exportation pour le processus plus accessible et compétitif sur le marché international, particulièrement dans le cadre de la

promotion des exportations hors hydrocarbures. Il a dans ce sens cité la simplification et la numérisation des procédures douanières et la validation rapide des déclarations d'exportation pour rendre le processus plus accessible et compétitif sur le marché international. De son côté, la représentante de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI), Mme Imane Khechaï, est revenue sur les principales missions de l'agence dans la promotion des investissements, l'assistance aux investisseurs et la gestion du foncier économique ainsi que le suivi des projets. L'intervenante a, dans la foulée, évoqué également la mise en place de la plateforme numérique de l'AAPI pour faciliter l'enregistrement et le suivi des projets d'investissement, assurant des grandes opportunités d'investissement qu'offre l'Algérie dans plusieurs domaines. Prenant la parole, le représentant du port d'Alicante, David José, s'est félicité du dynamisme que connaît l'échange commercial algéro-espagnol; et du développement de l'échange entre le port d'Alicante et celui d'Oran, affirmant que la société

portuaire s'emploie à appuyer et accompagner ce dynamisme à travers des multiples procédures. Pour le coordinateur de la chambre de commerce d'Alicante, Louis Ferrero Rozilio, la rencontre des opérateurs algériens et espagnols constitue une opportunité à saisir pour renforcer les partenariats. Au cours de cette rencontre, l'Organisation algérienne du commerce et de l'investissement social (OACIS) a signé une convention de coopération avec une société espagnole spécialisée dans la prospection. Selon le président de l'OACIS, Djaber Benssedira, cette convention permet d'élargir le champ d'action de l'organisation pour assurer des opérations de prospection en Espagne en quête de partenariats économiques éventuels. L'OACIS, a-t-il ajouté, à travers ses bureaux implantés en Europe (Belgique, Allemagne, France, Italie et Espagne), s'emploie à promouvoir les opportunités d'investissement en Algérie auprès des opérateurs européens et œuvre à mettre en contact les opérateurs des deux rives pour des projets de coopération.

BANQUES

Le CPA convoque ses actionnaires en assemblées générales le 24 février

Le Crédit populaire d'Algérie (CPA) a convoqué ses actionnaires à assister aux assemblées générales extraordinaires et ordinaires qui se tiendront le lundi 24 février 2025 à l'hôtel El Aurassi (Alger) à partir de 9h30, a indiqué la banque publique dans un communiqué. L'assemblée générale extraordinaire (AGEX) portera notamment sur les pouvoirs du conseil d'administration, le retrait de la participation du CPA du capital d'Aresbank-Madrid, ainsi que les décisions de participation ou de retrait du CPA des capitaux des sociétés. Des modifications des statuts de la banque seront également examinées lors de cette assemblée extraordinaire. De son côté, l'assemblée générale ordinaire se penchera sur le contrat de rachat par le CPA de ses propres actions cotées en bourse en vue de réguler leur cours, ainsi que sur l'élection des administrateurs représentant les actionnaires minoritaires au conseil d'administration. Cette dernière opération s'inscrit dans le cadre de l'ouverture du capital du CPA à hauteur de 24,5 % et de son introduction en bourse, précise la même source. Les actionnaires, quel que soit le nombre d'actions qu'ils détiennent, peuvent assister personnellement aux assemblées ou donner procuration à un autre actionnaire ou à toute personne éligible. Les documents afférents sont disponibles sur le site web de la banque (www.cpa-bank.dz). L'ensemble des actionnaires inscrits sur le registre de la banque au 20 février 2025 sont invités à participer à ces assemblées, souligne le communiqué.

COMMERCE

Installation de Chakib Smail Kouidri à la tête de la CACI

Le nouveau directeur général de la Chambre algérienne de commerce et d'industrie (CACI), M. Chakib Smail Kouidri a été installé, lundi à Alger, indique un communiqué du ministère du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national. La cérémonie d'installation a été présidée par le ministre du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national, Tayeb Zitouni, en présence des cadres centraux du ministère, des directeurs généraux des organismes sous tutelle ainsi que du secrétaire général du syndicat des travailleurs de la Chambre. A cette occasion, M. Zitouni a souligné le rôle central de la CACI dans l'encadrement du commerce à l'échelle nationale,

insistant sur la nécessité de renforcer son rôle économique vital, ce qui requiert une adaptation aux exigences de la phase actuelle dans le contexte des profondes réformes économiques initiées par Monsieur le président de la République". Le ministre a également souligné l'importance de renforcer la coordination entre toutes les chambres, de développer leur performance et d'assurer une représentation efficace des intérêts des commerçants et des industriels, ajoutant que "le ministère continuera à fournir le soutien nécessaire pour que la Chambre s'acquitte de son rôle central et réalise les objectifs de développement national", selon le communiqué.

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rand Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	400,00	420,00	+5,00	0,34	-1,22	8,10	7,14	724	304 080,00
BIOPHARM	BIO	2 390,00	NC	0,00	0,60	3,38	7,17	7,53	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 249,00	NC	0,00	-0,90	-1,31	11,83	5,56	0	0,00
EGH EL AURASSI	AUR	400,00	NC	0,00	0,00	-2,26	5,06	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	405,00	404,00	-0,25	-0,23	-10,12	2,03	-	2000	808 000,00

TRANSPORTS

L'Algérie réalise les projets les plus prometteurs depuis l'indépendance

Le ministre des Transports, Saïd Sayoud, a affirmé, lundi à Sétif où il effectuait une visite de travail, que les projets que l'Algérie s'attèle à concrétiser en matière de transports sont "les plus prometteurs que notre pays ait lancés depuis l'indépendance". "Le train a atteint le point le plus lointain à l'ouest du pays (Gara Djebilet) et le plus lointain à l'est (mine de phosphate dans la wilaya de Tébessa)", a déclaré M. Sayoud après avoir écouté, au siège de la Société du tramway (Setram), dans la commune de Sétif, un exposé détaillé sur le secteur des transports. Le ministre a également rappelé que la mine de phosphate de Bled El Hedba (Tébessa) sera reliée par voie ferrée au port d'Annaba et celle de Gara Djebilet

aux ports d'Arzew, d'Oran et de Mostaganem. Il a qualifié ces projets de "majeurs", avant de concéder qu'il "existe des insuffisances sur certaines lignes de chemin de fer, ce qui nécessite des opérations de mise à niveau pour lesquelles l'Etat algérien a alloué les fonds nécessaires, à l'instar de la réhabilitation des anciennes lignes de chemin de fer entre Constantine et Alger". Au total, ce sont 380 milliards de dinars qui ont été alloués au renforcement de la ligne Gara Djebilet-Oran et Bled El Hedba-Annaba au moyen de locomotives de grande puissance et de wagons spécialement conçus pour le transport de minerai, a-t-il fait savoir, ajoutant que ces investissements auront un impact positif sur l'économie nationale et le transport

de voyageurs s'agissant de la réhabilitation de la ligne de ferroviaire Constantine-Alger, le ministre a souligné que l'objectif est "de faire atteindre aux trains une vitesse de 100 et 160 km/heure, ce qui permettra de gagner plus de 3 heures de temps, et d'encourager les citoyens à emprunter ce moyen de transport". Il a également fait part de l'existence de plusieurs projets dans le domaine du transport ferroviaire, qu'il s'agisse du renforcement de l'infrastructure, de la réhabilitation de gares, de la construction de nouvelles, de la rénovation des feux de signalisation et des passages à niveau à travers la construction de passages inférieurs et de ponts enjambant les rails pour éviter les accidents et assurer la fluidité de la circulation automobile.

SONATRACH

Hachichi reçoit le directeur exécutif de la société espagnole Técnicas Reunidas

Le PDG de Sonatrach, Rachid Hachichi, a reçu, lundi à Alger, une délégation de la société espagnole "Técnicas Reunidas", conduite par son directeur exécutif, M. Juan Llado Arburua, avec lequel il a examiné les projets en cours de réalisation par la société espagnole, indique un communiqué du groupe. La réunion, qui s'est déroulée au siège de la direction générale de Sonatrach en présence des cadres dirigeants du groupe, a permis d'examiner les projets en cours de

réalisation par la société Técnicas Reunidas, notamment le projet de la nouvelle raffinerie de Hassi Messaoud, ainsi que le projet de production de polypropylène en Turquie, selon la même source. M. Hachichi a souligné, dans ce sens, "l'importance de respecter les délais fixés pour la réalisation des projets", précisant que le groupe Sonatrach "fournira le soutien nécessaire pour garantir la livraison de ces projets conformément au calendrier convenu, en particulier pour le projet de la raffinerie de Hassi Messaoud, eu égard à

son importance économique et stratégique, car il contribuera à renforcer la production nationale d'essence et de gasoil, ouvrant ainsi de nouvelles perspectives d'exportation", ajoute le communiqué du groupe. Sonatrach a également indiqué que "Técnicas Reunidas est l'une des sociétés pionnières dans la réalisation de structures industrielles suivant les normes d'ingénierie, d'approvisionnement et de construction, offrant des services intégrés dans ce domaine à travers le monde".

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTÈRE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

مرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الاستهلاك ليوم 18 فيفري 2025
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 18 Février 2025

Prix du détail ¹ DA / Kg		أسعار التجزئة ² دج / كـلـغـ			
		معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum	
Produits		للمنتجات			
Légumes frais	Pomme de terre	78	91	64	البطاطا
	Tomate	91	105	76	الطماطم
	Oignon sec	50	57	44	البصل الجاف
	Ail sec	588	661	516	الثوم الجاف
	Carotte	68	77	59	الجزر
	Navet	79	89	69	لفت
	Choux fleur	67	76	57	قرنبيط
	Choux	83	92	74	الكرفس
	Courgette	138	151	124	الحكوسة
	Haricot vert	394	418	370	الفاصولياء الخضراء
Laitue	91	103	79	الخس	
Fruits frais	Mandarine	120	150	90	للندرين
	Orange	100	130	70	البرتقال
	Citron	110	135	85	الليمون
	Pomme locale	426	532	321	التفاح المحلي
	Datte	535	664	405	التمر
	Banane	473	491	455	الموز
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1746	1871	1621	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	370	382	359	الدجاج
	Œufs (Unité)	17	18	16	البيض (وحدة)
	Lait de vache (Litre)	94	100	89	حليب البقر (لتر)
					المنتجات ذات الأصل الحيواني

ENERGIE, GAZ, HYDROGÈNE VERT...
**Les japonais s'intéressent
au marché algérien**

Le Japon veut approfondir sa coopération avec l'Algérie, notamment dans les domaines de l'énergie et des hydrocarbures. Une délégation d'entreprises japonaises est en mission de prospection en Algérie depuis lundi dernier. Cette visite s'inscrit dans le cadre de l'élargissement des domaines de partenariat et d'investissement entre les deux pays.

Par Sirine R.

L'ambassadeur du Japon en Algérie, M. Suzuki Kotaro, a salué la volonté des hautes autorités algériennes d'accueillir les investisseurs japonais, soulignant que les autorités japonaises partagent avec leurs homologues algériennes la même vision concernant les opportunités d'investissement importantes offertes par le marché algérien, y compris dans des entreprises comme Sonelgaz. Des rencontres ont été organisées entre les 15 entreprises japonaises et les deux groupes publics leaders dans le secteur de l'énergie et des hydrocarbures, à savoir Sonatrach et Sonelgaz. Le Président-directeur Général de Sonelgaz, Mourad Adjal, a ainsi examiné les opportunités de coopération et de partenariat entre son groupe et une délégation de l'Organisation japonaise du Commerce extérieur (JETRO). Cette rencontre s'inscrit dans le cadre de la visite de travail effectuée par la délégation japonaise pour explorer les différents secteurs économiques, en particulier le

secteur de l'énergie. Elle fait partie des "efforts de Sonelgaz visant à renouveler ses relations de coopération avec les opérateurs économiques japonais". Lors de cet entretien, M. Adjal a souligné « l'intérêt des hautes autorités du pays à encourager la présence des sociétés japonaises sur le marché algérien, qui offre un climat d'affaires propice ». Le PDG de Sonelgaz a également présenté le niveau d'expertise et d'expérience du groupe dans les domaines de la production, du transport et de la distribution de l'électricité et du gaz, ainsi que dans les industries électriques et gazières. Il a également évoqué les projets stratégiques en cours, notamment le programme des énergies renouvelables, l'interconnexion nord-sud, et le projet de raccordement électrique entre l'Algérie et l'Italie pour exporter de l'électricité propre vers l'Europe via l'Italie. Il a exprimé le souhait de bénéficier de l'expérience et de l'expertise des entreprises japonaises pour concrétiser ces projets. De son côté, le groupe Sonatrach a étudié avec des entreprises japonaises spé-

cialisées dans le secteur de l'énergie les opportunités de coopération, notamment dans la production d'hydrogène vert. Les deux parties ont salué la qualité des relations entre l'Algérie et le Japon en général, et entre Sonatrach et les sociétés japonaises partenaires, telles que celles ayant accompagné le groupe dans la réalisation de projets d'envergure, comme le renforcement de la production du champ de Hassi R'Mel et la raffinerie d'Arzew. Les discussions ont porté sur l'élargissement des voies de coopération, notamment dans le cadre de la nouvelle loi sur l'investissement. Le développement de l'hydrogène vert en Algérie a particulièrement retenu l'attention des représentants des entreprises japonaises. M. Hachichi a souligné que l'Algérie dispose de ressources naturelles permettant de produire de l'hydrogène vert à moindre coût. Pour sa part, la délégation japonaise a exprimé sa volonté d'investir en Algérie, réaffirmant l'intérêt des entreprises japonaises pour le marché algérien.

ÉLECTRICITÉ

Hausse de la demande de 5,4%

Par M A.

En 2024, l'Algérie a enregistré une hausse significative de la demande d'électricité, avec une augmentation de 5,4% par rapport à l'année précédente. Cette tendance s'inscrit dans une dynamique de croissance énergétique qui s'est intensifiée ces dernières années, en parallèle avec un développement économique rapide dans le pays. Selon le dernier rapport de l'Agence internationale de l'énergie (AIE), l'Algérie figure parmi les pays africains connaissant les plus fortes hausses de la demande d'électricité, aux côtés de l'Égypte et de l'Afrique du Sud. En 2024, le pays a franchi un nouveau record de demande de pointe, atteignant plus de 19 GW le 17 juillet. Cette augmentation de la demande témoigne du besoin croissant en énergie sur le territoire national. Cette tendance devrait se poursuivre, avec une croissance annuelle moyenne estimée à 5,2% jusqu'en 2027, ce qui place l'Algérie parmi les pays aux besoins énergétiques les plus élevés du continent africain. En matière de production d'électricité, l'Algérie reste largement dépendante de ses ressources en gaz naturel, qui représentent 99% de la production nationale. En 2024, la production d'électricité à partir de gaz a progressé de 4,7%, un rythme similaire à celui observé en 2023. Cette tendance devrait se maintenir, avec une croissance annuelle

moyenne de 4,5% jusqu'en 2027. Toutefois, cette forte dépendance au gaz naturel soulève des enjeux de durabilité à long terme, particulièrement face aux défis climatiques mondiaux et à la nécessité de diversifier les sources d'énergie. Bien que l'Algérie repose majoritairement sur le gaz, elle prend des initiatives pour diversifier son mix énergétique. En 2024, les énergies renouvelables ont représenté 1% de la production totale d'électricité, mais des efforts sont en cours pour accroître cette part. Le pays s'est fixé un objectif ambitieux de 15 GW de capacité de production d'énergie renouvelable d'ici 2035, un projet majeur pour le secteur énergétique national. Parmi les initiatives notables, le projet solaire de 3 GW, attribué en mars 2024, devrait permettre une augmentation significative de la capacité de production photovoltaïque. De plus, la production photovoltaïque solaire a enregistré une augmentation de 13% en 2024, avec une prévision de croissance de 22% par an jusqu'en 2027, illustrant le potentiel de développement du secteur. L'Algérie a également investi dans la modernisation de son infrastructure électrique, avec une capacité installée dépassant les 25 GW. Parmi les projets majeurs, la mise en service partielle de la centrale à cycle combiné de 1,5 GW à Mostaganem, qui devrait être pleinement opérationnelle d'ici 2025, vient renforcer la capacité de production du

pays. Ces projets visent à soutenir la demande croissante tout en améliorant l'efficacité et la stabilité du réseau électrique. Dans une logique d'intégration régionale, l'Algérie explore également des projets de coopération internationale. Un protocole d'accord a été signé le 31 juillet 2024 entre Sonatrach, Sonelgaz et le groupe énergétique italien ENI pour étudier la faisabilité d'une interconnexion électrique entre l'Algérie et l'Italie. Ce projet pourrait ouvrir la voie à une coopération énergétique renforcée avec l'Europe et offrir de nouvelles perspectives pour l'exportation d'électricité. Malgré ces efforts de diversification et de modernisation de l'infrastructure, l'Algérie reste confrontée à des défis importants. La forte dépendance au gaz naturel et la lente progression des énergies renouvelables soulignent la nécessité pour le pays de revoir rapidement son modèle énergétique. Pour atteindre ses objectifs ambitieux, il sera essentiel d'accélérer la transition vers les énergies renouvelables et de renforcer la coopération internationale afin d'assurer une transition énergétique durable. Avec une demande en forte croissance et des projets d'envergure dans les énergies renouvelables, l'Algérie poursuit son chemin vers un avenir énergétique plus diversifié, tout en consolidant son rôle central dans l'approvisionnement en énergie de l'Afrique du Nord.

GECF

**Le gaz naturel, un
levier clé pour
l'économie
numérique**

Le gaz naturel représente un levier essentiel pour soutenir l'économie numérique, a indiqué le Secrétaire général du Forum des pays exportateurs de gaz (GECEF), Mohamed Hamel, soulignant que la recherche et les opérations d'Intelligence artificielle (IA) consomment plus d'énergie que les méthodes conventionnelles. S'exprimant lors d'une table ronde sur le gaz naturel, organisée dans le cadre du Salon du pétrole d'Égypte (EGYPES2025) qui se tient au Caire, M. Hamel a expliqué que la demande mondiale d'électricité pour les centres de données devrait passer de 400 TWh à plus de 1.000 TWh d'ici 2030, rapporte le GECEF sur son site-web. Pour M. Hamel, le gaz naturel apparaît dans ce contexte comme "une solution cruciale, car il fournit une électricité à la demande, évolutive et rentable, garantissant que les centres de données ne connaissent jamais de pénuries d'approvisionnement ou d'instabilité". Il a également évoqué l'impact de l'IA sur l'économie mondiale ainsi que sur l'efficacité des opérations pétrolières et gazières. M. Hamel a souligné dans ce sillage que le gaz et les énergies renouvelables (ENR) sont des ressources "complémentaires", estimant que "le gaz naturel n'est pas seulement un pont vers l'avenir, mais une partie intégrante de l'avenir". Selon lui, la demande en gaz naturel a atteint un niveau record en 2024, représentant 40 % de la croissance de la consommation mondiale d'énergie primaire, soit plus que toute autre source d'énergie. Le GECEF prévoit une hausse de la demande en gaz naturel de 32 % d'ici le milieu du siècle, soutenue par la croissance démographique, le développement économique et l'amélioration du niveau de vie.

R E.

PÉTROLE

**Le Brent à plus de
75,6 dollars**

Les cours du pétrole étaient en hausse mardi dans la matinée, le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en avril, prenait 0,72% à 75,62 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, pour livraison en mars, gagnait 1,47% à 71,78 dollars. Cette hausse est une réaction à la publication d'informations, démenties par un responsable russe, indiquant que l'Organisation des pays exportateurs de pétrole et ses alliés (Opep+) pourraient reporter à nouveau le retour de barils sur le marché. Des informations en ce sens ont été publiées dans la matinée par l'agence Bloomberg, avant d'être réfutées auprès de l'agence TASS par le vice Premier ministre russe et ancien ministre de l'Énergie Alexander Novak. Selon ces rumeurs, « l'OPEP+ envisagerait un quatrième report de l'augmentation de la production », ce qui explique le raffermissement des prix, et malgré le démenti, « le résidu de l'idée demeure », explique John Evans, analyste chez PVM. D'après le plan actuel, une première tranche de 2,2 millions de barils quotidiens doit être graduellement remise sur le marché à partir d'avril, à hauteur de 120.000 barils par jour en plus, chaque mois pendant 18 mois. La question des barils inexploités de l'OPEP+ est au cœur de l'attention du marché pétrolier, notamment depuis que Donald Trump, peu après son élection, a demandé au cartel de produire davantage afin de faire baisser les cours de l'énergie. Mais l'OPEP+, et en particulier l'Arabie saoudite, organise une stratégie de raréfaction de l'offre afin de maintenir un niveau de prix leur permettant de conserver des profits à long terme.

Agence.

RELIZANE

Plus de 200
étudiants formés
dans le domaine de
l'entrepreneuriat

L'agence de wilaya d'appui et de développement de l'entrepreneuriat de Relizane a formé plus de 200 étudiants porteurs de projets dans le domaine de l'entrepreneuriat, au cours de l'année 2024, a-t-on appris, lundi, auprès de cette agence locale. Le directeur de l'agence, Sofiane Kheriche, a précisé dans une déclaration à l'APS que 215 étudiants porteurs de projets ont été formés au Centre de développement de l'entrepreneuriat de l'Université "Chahid Ahmed Zabana" de Relizane, à travers neuf sessions de formation organisées au cours de l'année écoulée.

De son côté, la commission locale d'étude du financement des projets, au sein de l'agence de wilaya d'appui et de développement de l'entrepreneuriat de Relizane, a reçu 40 dossiers de porteurs de projets parmi les étudiants formés et a donné son accord pour financer 19 projets, a précisé M. Kheriche.

Le responsable a également souligné que les porteurs de projets retenus ont bénéficié de la formation au Centre de développement de l'entrepreneuriat de l'Université "Chahid Ahmed Zabana", insistant sur le fait que la formation est "obligatoire" pour bénéficier du financement de l'agence.

A noter que cette agence a récemment signé un accord avec la direction de la formation et de l'enseignement professionnels, dans le but de promouvoir et développer l'entrepreneuriat dans ce secteur, en encourageant les stagiaires et les diplômés à créer leurs propres entreprises.

L'accord signé entre les trois instituts nationaux spécialisés dans la formation professionnelle de la wilaya et l'agence de wilaya d'appui et de développement de l'entrepreneuriat vise à établir des centres de développement de l'entrepreneuriat au sein des établissements de formation et d'enseignement professionnels pour encourager la création et le développement de projets de petite envergure.

Cette initiative contribue également à "renforcer la politique de formation entrepreneuriale visant à stimuler l'esprit d'initiative et à encourager les stagiaires et les formés à créer des entreprises qui vont réussir et durables qui répondent aux besoins du marché national et participent au développement économique", a souligné M. Kheriche.

GUELMA

Manœuvre simulant une
explosion suivie d'un incendie
d'un silo à céréales à Bouchegouf

Une manœuvre simulant une explosion suivie d'un incendie au niveau d'un silo à céréales a été organisée lundi dans la commune de Bouchegouf, dans la wilaya de Guelma, pour tester l'efficacité du plan local d'organisation des secours.

Supervisée par le wali, Houria Aggoune et les autorités civiles et militaires locales, le scénario de l'exercice simule un incendie dans une importante infrastructure économique, un silo de stockage de céréales, nécessitant une intervention rapide de sécurisation du site, selon les explications données sur place. La cheffe de l'exécutif local a suivi les différentes étapes de la manœuvre qui évoquent un incendie déclaré à quatre endroits du silo avec intervention première des travailleurs de l'entreprise elle-même. Elle s'est enquis des moyens mobilisés par le plan des secours et a rendu visite aux

potentielles victimes évacuées au centre médical avancé sur site et doté des moyens et de l'encadrement nécessaire dont des médecins des secteurs de la santé et de la protection civile. Elle a également reçu des explications sur les mesures prises pour protéger les récoltes, les habitations et les biens dans les alentours de l'infrastructure par les différents intervenants au plan des secours dont la protection civile, la conservation des forêts, la sûreté de wilaya, la gendarmerie nationale et les services du commerce. La manœuvre a permis de maîtriser rapidement l'incendie et d'éviter sa

propagation dans cette commune agricole distante de 35 km à l'Est du chef-lieu de wilaya grâce à l'efficacité du plan des secours et l'exécution de chacun des intervenants de ses missions et ceci a été salué par Mme Aggoune qui a appelé à assurer une mobilisation identique en cas de catastrophe similaire.

Dans une déclaration à la presse sur site, le wali a inscrit l'opération dans le cadre des mesures préventives des autorités locales pour évaluer l'efficacité du plan de wilaya d'organisation des secours et de la disponibilité des moyens matériel et humain d'intervention en cas de sinistre.

BOUMERDES

21 projets de fermes aquacoles agréés depuis début 2024

Vingt et un (21) projets de fermes aquacoles marines ont été agréés depuis le début de l'année 2024 à ce jour, dans la wilaya de Boumerdes, a-t-on appris lundi auprès de la direction locale de la pêche et de l'aquaculture.

Sur ce total de projets, dont certains sont opérationnels et d'autres en cours de réalisation, 19 sont dédiés à l'élevage de la daurade royale et au loup de mer en cages flottantes et à l'élevage de moules, a indiqué le directeur de la pêche, Kadri Cherif, en marge d'une jour-

née de sensibilisation sur l'aquaculture intégrée à l'agriculture. La capacité de production unitaire de ces fermes, une fois totalement opérationnelles, est de près de 700 tonnes de poisson/an, a noté le même responsable, soulignant que six (6) projets sont entrés dernièrement en exploitation, tandis que quatre (4) sont attendus à l'entrée en production cette année, et le reste ultérieurement.

Sur un autre plan, M. Kadri a souligné l'entrée en exploitation, durant ces dernières années, dans le cadre de l'intégration de l'aquaculture

à l'agriculture, de près de 300 bassins d'irrigation agricole ensemencés avec des alevins de différentes espèces de poissons. Il a observé que 45 bassins et retenues collinaires, destinés à l'irrigation agricole, sont d'une capacité de 1.000 m3 d'eau, ce qui fait que leurs propriétaires bénéficient d'un accompagnement du secteur dans différents domaines. D'ici à l'année prochaine, le secteur prévoit de réaliser une production dépassant les 50 tonnes de poissons par an, notamment du Tilapia rouge, au niveau de ces bas-

sins.

A noter que la journée de sensibilisation sur l'aquaculture intégrée à l'agriculture a été marquée, entre autres, par l'animation de communications axées, entre autres, sur l'élevage du Tilapia rouge. L'occasion a été aussi saisie pour la présentation d'expériences réussies dans le domaine et la tenue d'une exposition dédiée aux producteurs de Tilapia avec distribution d'alevins à des agriculteurs pour les ensemen- cer dans leurs bassins d'irrigation.

MÉDÉA

Réalisation d'une ceinture de protection de la ville
de Beni-Slimane contre les crues

Des travaux de réalisation d'une ceinture de protection de la ville de Beni-Slimane, à l'est de Médéa, contre les crues des cours d'eau qui traversent le chef-lieu de la commune sont en cours d'exécution, a-t-on appris, mardi, auprès des services de la wilaya. Une dotation financière d'un montant de l'ordre de dix (10) millions de DA a été débloquée pour la construction de cette ceinture de protection qui longe la partie nord de la ville de Beni-Slimane et qui va

servir de barrière face à la montée éventuelle des eaux des oueds Alim, Awawdja et Chaabet Nsissiba, qui passent par cette partie de la ville, a-t-on fait savoir. Des instructions ont été données par le wali, Djilali Doumi, lors d'une récente visite du chantier, pour accélérer les travaux programmés, ont ajouté les mêmes services, précisant que des opérations "préventives" ont été menées, au cours des deux dernières années, dans le cadre

de ce projet. Il est fait part, à ce propos, de la réalisation, en plusieurs tranches, de travaux d'entretien et d'élargissement des berges des cours d'eau afin de juguler le flux des eaux pluviales et de réduire, ainsi, le risque d'inondation des zones habitées. Une enveloppe de 300 millions de DA a été injectée dans ces travaux appelés à renforcer la protection de la ville en cas de forte crue, a-t-on noté.

LAGHOUAT

Lancement d'une session de formation sur la prise en charge
des nouveau-nés

Une session de formation sur la prise en charge des nouveau-nés a été lancée, lundi, à la Faculté de médecine de l'Université "Amar Teliji" de Laghouat au profit des médecins et sages-femmes de la région, a-t-on appris des organisateurs.

Intervenant à cette occasion, la représentante de l'Institut national de santé publique (INSP), Fatima Tiaounine, a indiqué que "cette session de formation s'inscrit dans le cadre de la stratégie du ministère de tutelle visant à améliorer la qualité des prestations de santé, notam-

ment en ce qui concerne la prise en charge des nouveau-nés, considérés comme la catégorie la plus exposée aux complications médicales". S'étalant sur trois jours (17-19 février), cette formation a pour objectif de renforcer les compétences professionnelles des participants en matière de prise en charge des nouveau-nés, notamment en cas d'urgence, de développer des mécanismes de diagnostic et de traitement, ainsi qu'à mieux faire face aux complications de santé spécifiques à cette catégorie, a souligné la doyenne de la Faculté

de Médecine, Pr Zakia Lahrache. Et d'ajouter que le programme de la rencontre, qui combine théorie et pratique comprend divers thèmes, dont le diagnostic précoce des complications fréquentes chez les nouveau-nés et les interventions chirurgicales, telles que l'asphyxie à la naissance. Il englobe aussi des ateliers interactifs portant sur des études de cas, a-t-elle poursuivi. De son côté, le directeur local de la santé, Mokhtar Mokrane, a mis en avant, dans son allocution d'ouverture, l'importance de cette initiative en termes

de promotion de la qualité des prestations de santé offertes aux citoyens, signalant que la prise en charge des nouveau-nés figure parmi les priorités du secteur de la santé. Initiée par la direction de santé de la wilaya de Laghouat en coordination avec l'INSP et la Faculté de médecine de l'Université Amar teliji, cette session de formation, fait partie d'une série de rencontres scientifiques similaires visant à améliorer la qualité des soins et à réduire le nombre des décès néonataux, selon les organisateurs

Le continent africain face aux défis de ses ressources naturelles

Comment passer de la simple extraction à de la véritable création locale de valeur ? C’est à cette question éternelle que le chefs d’Etats et de gouvernements de nombreux pays africains réfléchissent depuis des décennies. Avec une volonté commune qui émerge : remonter la chaîne de valeur des industries minières et pétrolières.

Par Maître Boris Martor (*)

Des années 1990 aux années 2010, les codes miniers africains ont été grandement révisés pour attirer les investissements étrangers. Ces tentatives n'ont guère permis de créer de vraies plateformes de raffinage ou de transformation, à quelques exceptions près. Les nouvelles réformes des années 2010 visaient ensuite à garantir que les populations et entreprises locales tirent profit, en termes d'emplois et de transferts de technologie et de compétences, des extractions locales. Bien que la modernisation du secteur minier ait contribué à des augmentations de production locales, évaluées à 5% en 2023 en Éthiopie, Côte d'Ivoire et Rwanda, les réformes demeurent peu efficaces. Sénégal, Mali, Burkina Faso... Nombreux sont les pays, notamment en Afrique de l'Ouest, à s'être engagés dans l'évolution de leurs codes miniers ces dernières années. Cette rénovation législative fait écho aux échecs du passé en la matière, avec une volonté renouvelée et

renforcée : faire en sorte que les acteurs miniers augmentent la part de l'activité locale dans leur activité d'extraction. Une nouvelle vague de réformes des codes miniers qui cherche à inscrire un nouveau paradigme dans la production de richesses issues des sous-sols.

De l'incitation... à la souveraineté

La nouvelle vague de réformes minières des années 2020 est celle de la souveraineté économique des pays africains. Ces réformes placent l'emphase sur les mécanismes de suivi, de contrôle, ainsi que sur l'intégration locale avec une obligation d'associer des acteurs locaux pour les opérateurs miniers et leurs sous-traitants. Outre le renforcement des sanctions, comme l'a fait le Sénégal, des procédures de contrôle ont été instaurés au Mali, au Burkina Faso, en République démocratique du Congo et au Sénégal avec dans certains pays des permis d'exploitation raccourcis. Certains Etats cherchent aussi à appréhender la richesse à travers des augmentations des redevances, comme au Burkina Faso ou à Madagascar, ou à travers

des droits de préemption, par exemple au Mali ou au Faso. Certains pays ont pris des mesures plus radicales en imposant l'affinage ou la transformation locale des matières premières, comme le Mali et la Guinée. Au Congo, une nouvelle entité, le Conseil Congolais de la Batterie, a été créé pour gérer la chaîne de valeur des batteries et véhicules électriques.

L'exemple de nations anglophones

Deux pays africains anglophones ont mis en œuvre une politique plus qu'incitative en la matière. Au Botswana, la majorité des mines de diamants sont gérées par Debswana Diamond Company, une joint-venture entre le gouvernement et le géant mondial de l'exploitation minière De Beers. Un exemple intéressant qui illustre cette volonté de renforcer la valeur ajoutée sur place. Une autre solution peut être de s'attaquer aux exportations directes sans valeur ajoutée. Le Zimbabwe a illustré cette tendance en interdisant l'exportation de lithium brut en décembre 2022. Cette décision a poussé l'industrialisation locale et la

transformation à l'intérieur des frontières, avec un projet de 13 milliards de dollars promis par Eagle Canyon et Pacific Goal Investment pour la construction d'un parc industriel destiné à produire des batteries au lithium. Une usine de traitement de lithium de 300 millions de dollars d'une capacité de traitement de 4,5 millions de tonnes de lithium par an a également été inaugurée. Un exemple à suivre avec attention. Une chose est sûre : ce sujet de l'extraction minière et de sa production de valeur va rester encore longtemps dans le débat public et dans les esprits des gouvernants. Avec la transition énergétique et environnementale, qui est devenue un objectif à atteindre pour toutes les nations du globe, certaines ressources des sous-sols africains auront un rôle clef à jouer. A l'image du cobalt, ressource indispensable à la fabrication de batteries électriques, dont 63% de la production mondiale est assurée par la République démocratique du Congo.

(*) Avocat associé chez Bird & Bird, co-auteur de *Le financement de projet en Afrique* aux éditions Lextenso
Source : La Tribune.Fr

Les grandes compagnies pétrolières ont dépensé 445 millions de dollars pour peser sur les élections américaines

Par Chris Walker

En avril, le président Donald Trump avait demandé aux grandes compagnies pétrolières de dépenser un milliard de dollars pour l'aider à remporter les élections de 2024. Un nouveau rapport détaille comment les dirigeants des énergies fossiles ont aidé à financer la victoire électorale du président Donald Trump en 2024, en dépensant des millions de dollars pour influencer le scrutin en sa faveur. Le rapport de Climate Power, un groupe progressiste qui se consacre à « gagner la politique du climat », suggère que les dons de Big Oil à Trump – associés aux centaines de millions de dollars dépensés pour le lobbying auprès du Congrès au cours de l'année écoulée – augmenteront considérablement les profits de l'industrie.

« L'influence financière totale de Big Oil au cours de ce cycle électoral s'élève au montant stupéfiant de 445 millions de dollars » indique le rapport, notant que les industries pétrolières et gazières ont également fait des dons à des groupes « d'argent noir » en faveur des Républicains et de Trump, ce qui rend « presque impossible de comprendre toute l'étendue de leur impact » au cours de l'année

écoulée. Parmi les fonds révélés, 96 millions de dollars ont été versés directement à la campagne présidentielle de Trump. Cela représente environ un dixième du montant que Trump a demandé aux dirigeants des grandes compagnies pétrolières lors d'une réunion secrète organisée dans sa propriété de Mar-a-Lago en avril, au cours de laquelle il les a suppliés de donner un milliard de dollars à sa campagne et s'est engagé à mettre en œuvre des politiques visant à accroître leurs profits en retour.

Les compagnies pétrolières et gazières ont consacré 80 millions de dollars supplémentaires à la publicité en faveur de Trump et des Républicains, ou à des publicités positives pour l'industrie pendant le cycle électoral. Enfin, 243 millions de dollars ont été consacrés à des activités de lobbying auprès des membres du Congrès l'année dernière, selon le rapport de Climate Power. L'investissement de ces entreprises est « susceptible de leur rapporter des dividendes » suggère le rapport, sous la forme d'une déréglementation des industries et de nouveaux permis de forage, parmi d'autres mesures de l'administration.

« Alors que Trump a prétendu de ma-

nière trompeuse qu'il déclarait une « urgence » pour produire plus d'énergie et réduire les coûts, ses premières actions visent en fait à écraser certaines des réserves d'énergie les plus abondantes de l'Amérique – parce que son programme est axé sur la maximisation des profits de l'industrie pétrolière plutôt que sur la production d'énergie américaine » indique le rapport. « Le seul moyen pour les États-Unis de devenir véritablement une superpuissance énergétique mondiale est de se libérer de l'emprise de Big Oil et d'investir dans les énergies propres de l'avenir. »

Au cours de sa première semaine au pouvoir, Trump a déjà publié de nombreux décrets qui favorisent l'industrie des combustibles fossiles, notamment : La déclaration d'une « urgence nationale » en matière d'énergie, visant à augmenter la production nationale d'énergie ; L'annulation des restrictions imposées par l'administration Biden sur les forages en Alaska, ainsi qu'au large des côtes est et ouest ; Relancer l'approbation des terminaux de gaz naturel liquéfié (GNL), qui avait été interrompue sous la présidence de Biden ; La réduction des normes d'émission de l'Agence de protection de l'environne-

ment (EPA).

Le cabinet de Trump et les postes consultatifs au sein de la Maison-Blanche sont également composés de représentants des grandes compagnies pétrolières et de leurs alliés. Gujari Singh, de Greenpeace, a condamné les décrets de Trump, notant qu'ils « révèlent tout ce que nous devons savoir sur la loyauté de son administration » et qu'ils « reflètent les priorités de ses principaux donateurs, et non celles du public américain. »

« Pendant sa campagne, Trump a ouvertement demandé un milliard de dollars à Big Oil. Les décrets tels que la déclaration d'une « urgence énergétique nationale » et l'approbation sans discussion d'une augmentation des exportations [de gaz naturel liquéfié] sont le prix – la contrepartie – récompensant ceux qui ont financé son ascension politique » a écrit Singh.

(*) Rédacteur à Truthout, basé à Madison, dans le Wisconsin.
Source : Chris Walker, Truthout, 23-01-2025
Traduit par les lecteurs du site Les-Crises

MAURITANIE
Le Conseil régional
du Guidimagha
tient sa première
session ordinaire
de l'année 2025

Le Wali du Guidimagha, M. Ahmed Ould Mohamed Mahmoud OuldDéh, a supervisé, lundi, au siège du Conseil régional, le lancement de la réunion du Conseil régional dans sa première session ordinaire de l'année 2025. L'ordre du jour portera sur cinq points principaux : la lecture et l'adoption du procès-verbal de la réunion du 18-11-2024, la lecture et l'adoption du rapport du président de la région, la présentation et l'adoption du calendrier des sessions du Conseil pour l'année 2025, présentation et approbation des biens du conseil et questions diverses. Il a appelé le Conseil à coopérer avec la Direction régionale de l'éducation nationale et de la réforme du système éducatif dans la programmation d'heures supplémentaires pour les étudiants des concours nationaux afin d'améliorer leur niveau de réussite dans les concours nationaux. Le wali a ajouté que, bien que l'enseignement primaire relève de la compétence des maires, le rôle du conseil régional est important car le développement ne peut se faire que par l'éducation et toute communauté qui n'éduque pas ses enfants est incapable de se développer. Il est donc nécessaire que le conseil régional joue son rôle en fournissant des uniformes scolaires, car cela permet d'éliminer les différences entre les élèves et d'unifier leurs uniformes à l'intérieur de l'école. M. Issa Coulibaly, président de la région du Guidimagha, a déclaré que cette première session ordinaire de 2025 sera consacrée à la définition des sessions ordinaires du Conseil pour 2025. La priorité des décisions de cette session est d'assurer l'efficacité et l'organisation de nos plans, ce qui nous permet d'aborder les questions de développement dans notre région avec un contrôle strict, ce qui nous donnera l'occasion de présenter les réalisations au cours des dernières années, durant lesquelles la région a connu d'importants investissements dans divers domaines.

MAROC

Un gouvernement loin des réalités du peuple

Le gouvernement marocain continue d'accentuer les tensions avec les citoyens, privilégiant ses intérêts personnels et ceux de ses proches au détriment des souffrances du "petit peuple", dénoncent des représentants de partis politiques et de syndicats.

Après l'annonce des contrats publics remportés par le chef du gouvernement, Aziz Akhannouch, estimés à des milliards de dirhams, Nabil Benabdellah, le secrétaire général du Parti du Progrès et du Socialisme, a affirmé que le gouvernement n'avait rien accompli en matière de progrès démocratique ou politique. "Ce que nous connaissons, c'est une série de régressions qui nous font reculer, punissant quiconque ose parler ou critiquer. Nous avons vu comment les procès se multiplient contre ceux qui ont exprimé un avis contraire", a-t-il dénoncé. Il a également insisté sur le fait que les gains d'Akhannouch dans les marchés publics constituaient un véritable scandale que les Marocains ne pouvaient pas ignorer, et ce n'était que la partie visible de l'iceberg, car d'autres domaines souffrent également de conflits d'intérêts à divers niveaux. Benabdellah a précisé que le gouvernement n'a trouvé que la propagande pour justifier ses échecs dans la gestion des affaires publiques, se contentant de répéter des slogans creux sur des "réalisations" économiques et sociales, tout en restant complètement absent du débat politique sérieux. Selon lui, le Maroc d'aujourd'hui évoque des époques révolues, où les voix libres étaient traquées et les bouches

muselées, même lorsque la critique était pacifique et basée sur des faits réels. Un des exemples les plus frappants de cette répression est la poursuite judiciaire de citoyens ayant protesté contre le retard flagrant dans la reconstruction des zones sinistrées par le séisme, un an et demi après la tragédie. Les sinistrés continuent de vivre sous des tentes délabrées, une situation qui illustre l'incompétence et l'indifférence du gouvernement. Benabdellah a souligné que ce gouvernement, dirigé par un homme d'affaires qui monopolise des secteurs économiques vitaux, a transformé l'argent public en une arène où les richesses s'accumulent au détriment du citoyen. Les contrats publics sont attribués par le gouvernement, mais directement octroyés à un groupe proche du Premier ministre, dans une scandaleuse compromission morale et politique qui n'a besoin d'aucune explication supplémentaire. Dans ce contexte sombre, la Confédération Démocratique du Travail a appelé à une marche nationale le 23 février prochain à Casablanca, pour protester contre la hausse des prix, la détérioration du pouvoir d'achat et l'indifférence du gouvernement face aux revendications des travailleurs. Selon un communiqué du syndicat, le pays vit une crise sociale profonde en raison de

l'explosion des prix, du chômage croissant et de la corruption rampante. La centrale syndicale considère que ce n'est pas simplement une mauvaise gestion, mais une négligence systématique des droits d'un peuple qui souffre de la cherté de la vie, de la pauvreté et de l'exclusion sociale. Tandis que les citoyens se battent pour joindre les deux bouts, le gouvernement continue de distribuer des privilèges à une élite, protégeant les intérêts d'une minorité au détriment de la grande majorité. Le syndicat a conclu en soulignant que ce qui se passe actuellement au Maroc ne relève pas seulement d'une mauvaise gestion, mais d'un mépris manifeste du destin du peuple, ou l'Etat se plaint dans la répression et l'intimidation dans une tentative désespérée de faire taire les voix libres qui dénoncent ce dérèglement. La Confédération a conclu que le gouvernement, qui avait promis la prospérité et la justice sociale, est devenu le symbole de l'échec et du déclin. Face à cette réalité, le 23 février, la rue marocaine sera l'unique recours pour un cri retentissant contre l'autoritarisme, la corruption et une demande ferme pour la démission d'un gouvernement qui a préféré l'argent et le pouvoir à la dignité et aux droits du citoyen.

EGYPTE

Lancement de 2 nouveaux puits sur le champ gazier Raven

Son lancement en 2021, le champ Raven du projet West Nile Delta était censé produire quotidiennement 600 millions de pieds cubes de gaz naturel. A terme, BP s'attend à ce qu'il en livre 900 millions de pieds cubes. La compagnie britannique BP a annoncé dans un communiqué publié le dimanche 16 février l'entrée en production de deux nouveaux puits sur le champ gazier Raven de son projet West Nile Delta (WND) en Egypte. « Cette série de réalisations incarne notre engagement continu à

contribuer à répondre à la demande croissante d'énergie locale, en optimisant la production à partir des ressources disponibles tout en en ajoutant de nouvelles » a déclaré à Wail Shaheen, vice-président de BP Egypte. Le champ Raven constitue la troisième phase de développement du projet West Nile Delta, qui englobe aussi les champs de production Taurus/Libra et Giza/Fayoum. Il comprenait huit puits d'exploitation à son lancement en 2021, pour un plateau de production de 600 millions de pieds cubes de

gaz naturel par jour. Alors qu'on s'attend à ce que cette production atteigne les 900 millions de pieds cubes, les deux nouveaux puits devraient produire environ 220 milliards de pieds cubes et 7 millions de barils de condensat au total tout le long de leur exploitation, indique la note. Une contribution notable à la production de West Nile Delta, qui atteignait déjà 1,4 milliard de pieds cubes de gaz par jour depuis 2021. Plus largement, cet acquis devrait aussi contribuer aux plans du gouvernement égyptien qui cherche à porter la pro-

duction nationale de gaz naturel à 6 milliards de pieds cubes quotidiens d'ici fin 2025, contre 4,6 milliards en 2024. Ceci dans le but de répondre à la demande énergétique dans un pays où la consommation journalière de gaz naturel s'élevait à 6,2 milliards de pieds cubes en 2024. Notons que l'ensemble de la production gazière de West Nile Delta est injecté dans le réseau de distribution de l'Egypte. BP opère le projet avec une participation de 82,75%, alors que Harbour Energy détient les 17,25% restants.

TUNISIE

Maddouri reçoit des responsables de la BM, les perspectives de coopération évoquées

Le chef du gouvernement, Kamel Maddouri, a reçu, lundi, au Palais du gouvernement à la Kasbah, le vice-président de la Banque mondiale (BM) pour la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (MENA), Ousmane Dione, et le directeur régional pour la région du Maghreb et de Malte, M. Ahmadou Moustapha Ndiaye, ainsi que la délégation les accompagnant. Lors de cette rencontre, le chef du gouvernement a rappelé les « piliers » de l'approche de développement prônée par le président de la République, Kais Saïd, laquelle table sur la réalisation d'un développement durable et intégré, soulignant à ce propos l'engagement de l'Etat à offrir les attributs d'un vrai décollage économique.

Pour ce faire, a-t-il expliqué, l'Etat s'efforce sans relâche à améliorer le climat d'affaires, à booster la compétitivité du secteur privé pour la création d'emplois décents, à offrir des opportunités pour un investissement productif et à instaurer un environnement propice aux projets d'investissement, notamment dans les secteurs porteurs, tels que les énergies renouvelables, l'innovation et la technologie. Dans le cadre de ses efforts constants, cite le chef du gouvernement, l'Etat tunisien œuvre à renforcer les droits sociaux et économiques du citoyen à travers l'amélioration de la qualité des services rendus dans les secteurs vitaux, tels que la santé, l'enseignement, le transport et la protection sociale, dans le cadre d'une

approche de développement centrée sur une répartition juste des richesses et l'égalité des chances à travers la mise sur pied d'un tissu entrepreneurial économique à haute compétitivité, résilient face aux mutations internationales. Aussi, et dans la perspective de réaliser un développement durable et intégré, a ajouté Maddouri, l'Etat n'a de cesse d'engager des réformes structurelles visant à consolider la gouvernance, à promouvoir la rentabilité et l'efficacité des établissements et entreprises publics et à œuvrer à réaliser les attributs de la souveraineté énergétique. Il œuvre également à garantir une bonne gestion du secteur des eaux, tout comme s'engage à impulser la croissance, à créer des postes d'emploi et élargir la couver-

ture sociale. Lors de cette réunion, le chef du gouvernement a, en outre, mis l'accent sur les solides relations de coopération entre l'Etat tunisien et le groupe de la banque mondiale, rappelant que cette institution financière a contribué à épauler nombre de réformes structurelles et de projets de développement dans les différents secteurs. Il a, dans ce contexte, formulé le souhait de voir ces relations promues au rang de partenariat stratégique afin de réaliser un décollage économique à travers le financement des projets structurels ciblant des secteurs prioritaires. L'objectif étant de conférer une dynamique durable au processus de développement local et régional à moyen et long terme, a tenu à préciser le chef du gouvernement.

POUR DOUBLER LA CAPACITÉ DE PRODUCTION
DE SA CIMENTERIE ENETHIOPIE

Dangote investira 400 millions \$

Le projet d’extension de la cimenterie devrait permettre au groupe de renforcer sa position de leader du secteur en Afrique, avec une capacité de production totale de plus de 56 millions de tonnes par an. Le milliardaire nigérian AlikoDangotea annoncé, qu’il compte investir 400 millions de dollars pour lancer une deuxième ligne de production dans sa cimenterie en Ethiopie.

« Nous sommes déterminés à étendre nos activités en Ethiopie. Compte tenu du climat d’investissement positif, nous prévoyons de doubler notre capacité de production de ciment, qui passera de 2,5 millions de tonnes à 5 millions de tonnes », a-t-il déclaré, lors d’une conférence de presse conjointe tenue à Addis-Abeba avec le PDG d’Ethiopian Investment Holdings, Brook Taye. « Le projet d’extension devrait être opérationnel dans les 30 prochains mois », a ajouté le président et fondateur de Dangote Group. Le PDG d’Ethiopian Investment Holdings, le plus grand fonds souverain en Afrique, a salué le projet d’investissement de Dangote Group, soulignant l’importance accordée par le gouvernement à l’industrialisation et à la croissance du secteur privé. « L’Ethiopie connaît une transformation économique importante qui

donne la priorité à l’industrialisation, à l’investissement et à la création d’emplois. Cet investissement, qui constitue un signal fort de confiance dans l’environnement des affaires de l’Ethiopie, contribuera de manière significative au développement des infrastructures et à la croissance économique », a-t-il fait remarquer. Située à Mugher (environ 90 km au nord d’Addis-Abeba), la cimenterie éthiopienne de Dangote Group est entrée en production en 2015. Elle a été cependant confrontée à des difficultés liées à des violences récurrentes dans la région. En 2018, trois employés, dont le directeur de DangoteCementEthiopia, avaient été abattus à proximité du site. « Notre cimenterie de 2,5 millions de tonnes à Mugher reste l’un des joyaux de notre portefeuille. Bien que nous ayons connu des hauts et

des bas, je suis très satisfait de cet investissement et j’ai le plaisir d’annoncer que nous avons rapatrié avec succès 100% des prêts et 100% de nos dividendes », s’est félicité M. Dangote. L’homme le plus riche d’Afrique avec une fortune de plus de 28 milliards de dollars a également annoncé son intention de mettre en place une nouvelle unité de broyage de ciment d’une capacité de 3 millions de tonnes par an près de la capitale éthiopienne. Le doublement de la capacité de production de DangoteCementEthiopia devrait permettre au groupe cimentier nigérian présent dans dix pays africains, dont la Tanzanie, le Sénégal, la Côte d’Ivoire et l’Afrique du Sud, de renforcer sa position de premier producteur de ciment sur le continent, en portant sa capacité de production totale à plus de 56 millions de tonnes par an.

BURKINA FASO

Hausse de 24 % du prix bord champ de l’anacarde en 2025

L’Afrique de l’Ouest est le principal foyer de l’offre de noix de cajou en Afrique. Après la Côte d’Ivoire et le Bénin au cours du mois précédent, le Burkina donne le coup d’envoi de sa campagne de commercialisation de 2025. Au Burkina Faso, le prix plancher d’achat bord champ du kilogramme de noix de cajou a été fixé à 385 francs CFA (0,61 \$) pour le compte de la campagne de 2025. L’annonce a été faite lors du lancement officiel de la nouvelle campagne le samedi 15 février à Banfora. Ce tarif affiche une hausse de 24 %, soit 75 francs CFA (0,12 \$) par rapport à l’année dernière (310 francs CFA, soit 0,49 \$). Il faut noter que dans la sous-région ouest-africaine, il est plus élevé que celui de 375 francs CFA (0,59 \$) en vigueur au Bénin, mais reste en deçà des 425 francs CFA (0,66 \$) fixés en Côte d’Ivoire. Alors que les prévisions de récolte ne sont pas encore connues, la revalorisation des prix d’achat de la matière première au Burkina Faso vise, selon les autorités, à garantir une commercialisation équitable et à soutenir les acteurs de la filière qui sortent d’une campagne 2024 qui a été décevante. Les dernières estimations effectuées par le service indépendant de conseil commercial N’kalô indiquent en effet que la récolte de noix de cajou a baissé de 13 % en glissement annuel pour s’établir à 161 000 tonnes cette année-là. D’un autre côté, la transformation au niveau local reste encore marginale, avec des industriels qui n’ont absorbé que 10 % de cette récolte, soit 16 000 tonnes, alors que la capacité installée de transformation dans le pays s’élevait déjà à 30 000 tonnes depuis 2021, selon les données officielles. Le Conseil burkinabè des filières agropastorales et halieutiques (CBF) a annoncé le 7 février dernier la mise en place d’un nouveau mécanisme de financement pour soutenir les industriels opérant dans la filière.

SÉNÉGAL

Woodside évalue à la hausse les réserves de brut de Sangomar

Entré en service depuis le mois de juin 2024, le gisement pétrolier de Sangomar, situé dans les eaux territoriales du Sénégal, a maintenu un niveau de production globalement stable, confortant les ambitions du pays en matière de raffinage. La multinationale pétrolière WoodsideEnergy a annoncé, lundi 17 février, une réévaluation à la hausse des réserves d’hydrocarbures associées au champ pétrolier

offshore Sangomar, qu’elle opère au large des côtes du Sénégal. Selon les détails fournis par la société basée en Australie, ce développement s’appuie sur les performances opérationnelles des réservoirs S500 du site de Sangomar qui ont permis d’ajouter 16,2 millions de barils équivalents pétrole aux réserves prouvées (1P). Pour les données des réserves prouvées les plus probables (2P), Woodside les évalue autour de 15,4 millions

de barils équivalents pétrole. Ces chiffres ont dépassé ses prévisions initiales. Ces nouvelles estimations renforcent les prévisions de stabilité de la production à 100 000 b/j. Ce développement soutient également les activités de la Société africaine de Raffinage (SAR) qui, il y a quelques jours, a annoncé avoir traité, pour la première fois, 650 000 barils de brut issus de Sangomar. En effet, avec la consolidation des réserves en

hydrocarbures du champ Sangomar, WoodsideEnergy se positionne pour soutenir l’approvisionnement de la SAR en pétrole brut, dans le cadre d’un accord conclu l’année dernière. Avec l’exploitation du pétrole de Sangomar, et plus récemment du gaz de Greater Tortue Ahmeyim (GTA), le secteur pétrogazier devrait plus que jamais soutenir la croissance économique. « La production pétrolière prévue pour 2024

rend les perspectives macroéconomiques très prometteuses. La croissance économique devrait atteindre 9,3 % en 2024 et 10,2 % en 2025 », a, entre autres, indiqué la Banque africaine de développement (BAD), dans une étude prospective sur le Sénégal. L’instance y souligne également le risque qu’une « absence de consensus sur le processus de révision des contrats pétroliers et miniers » affecte ces perspectives.

BHP

La demande de cuivre des datacenters peut augmenter de 500 % d’ici 2050

Le cuivre est utilisé dans la construction et l’exploitation des centres de données, dont les capacités progressent avec l’essor de l’intelligence artificielle. Pour les producteurs de cuivre, cette demande supplémentaire s’ajoute aux besoins de la transition énergétique déjà en hausse. La demande mondiale de cuivre devrait atteindre 50 millions de tonnes d’ici 2050, contre 32 millions de tonnes actuellement. Cette prévision fournie par la compagnie minière BHP lors de la publication de ses résultats semestriels mardi 18 février s’appuie en partie sur une croissance de 500 % de la consommation de cuivre des centres de données. Elle passerait de 500 000 tonnes

actuellement à 3 millions de tonnes d’ici 2050. Selon l’institution, le cuivre est utilisé pour la construction et le fonctionnement des centres de données, notamment leurs réseaux électriques, leurs circuits imprimés ou les systèmes de refroidissement. Or, ces datacenters se développent rapidement à travers le monde, afin de fournir l’infrastructure nécessaire au fonctionnement de l’intelligence artificielle. Rien qu’en Amérique du Nord, Bloomberg Intelligence a déjà estimé en juin 2024 que l’IA peut soutenir une hausse annuelle de 3 % de la demande de cuivre d’ici 2035. À cause de l’essor de cette technologie, le cabinet de conseil McKinsey prévoit en

effet que la demande mondiale pour la capacité de centres de données pourrait augmenter à un taux annuel compris entre 19 et 22 % de 2023 à 2030. D’ici la fin de la décennie, la demande annuelle de capacité atteindrait donc 171 à 219 gigawatts. Notons que la demande supplémentaire du secteur numérique attendue dans les années à venir vient renforcer les risques de pénurie auxquels s’attendent plusieurs analystes. La production minière ne connaîtrait pas la même croissance que la demande, en raison notamment du niveau des prix actuels du cuivre qui n’inciterait pas les compagnies à investir dans l’exploration et la construction de mines. « Pour stimuler l’offre fu-

ture de mines, nous pensons que les prix devront augmenter par rapport aux niveaux observés au cours de la première moitié de l’année fiscale 2025 [second semestre 2024, Ndlr] et être suffisamment élevés pour déclencher l’investissement », analyse BHP, sans fournir une estimation de prix jugée idéale pour de nouvelles mines. Pour rappel, les prix du cuivre ont chuté jusqu’à 8700 dollars la tonne sur la bourse des métaux de Londres fin décembre 2024, après un pic à environ 11 000 dollars la tonne en mai. Une éventuelle hausse des prix du métal rouge pourrait profiter aux pays producteurs, parmi lesquels la RDC et la Zambie, leaders en Afrique.

BOURSES ASIATIQUES

La tech chinoise brille après une rencontre orchestrée par Xi Jinping

Les Bourses asiatiques progressent mardi, soupesant la perspective de négociations de cessez-le-feu en Ukraine, tandis que Hong Kong est tirée par un bond des valeurs tech au lendemain d'une rencontre des grands patrons du secteur avec le président Xi Jinping.

Hong Kong tiré par la tech

À la Bourse de Hong Kong, vers 06H30 GMT, l'indice Hang Seng gagnait 0,88% à 22.815 points. L'indice composite de Shanghai cédait en revanche 0,57%, celui de Shenzhen 1,57%. Les valeurs technologiques connaissent un vrai feu d'artifice à Hong Kong depuis le succès inattendu courant janvier de l'outsider chinois de l'intelligence artificielle DeepSeek. Le géant de le-commerce Alibaba a ainsi bondi de 52% depuis le début de l'année. Les titres tech restent en vedette mardi au lendemain d'un symposium où le président chinois Xi Jinping a convié le co-fondateur Jack Ma, le fondateur du géant des télécoms Huawei, Ren Zhengfei, et celui du champion des véhicules électriques BYD, Wang Chuanfu. Alibaba gagnait 2,8%, Tencent 1,7% et BYD 2,36%. Baidu, seul, faisait grise mine (-0,11%) avant la publication de ses résultats annuels. «Le président Xi a reconnu que les entreprises privées sont confrontées à des difficultés et promis de faire davantage pour leur facilité la vie», notamment en termes d'accès aux marchés publics, de réduction des coûts de financement et de baisse de la pression administrative, résume Michael Wan, de la banque MUFG. «Bien qu'il reste à voir si des mesures concrètes seront prises pour stimu-

ler le secteur privé, la réunion va dans la bonne direction pour aider à renforcer le sentiment» d'un retour en grâce des entreprises, observe-t-il.

Tokyo en hausse, les marchés guettent l'Europe

À Tokyo, l'indice vedette Nikkei a terminé en hausse de 0,25% à 39.270,40 points, l'indice élargi Topix de 0,31% à 2.775,51 points. La Bourse de Séoul gagnait 0,63% en fin d'échanges. Sydney en revanche a reculé de 0,66% alors que la banque centrale australienne (RBA) a annoncé réduire ses taux pour la première fois en quatre ans tout en se montrant prudente sur la suite. Faute d'emboîter le pas à Wall Street, qui était fermée lundi, les marchés asiatiques se sont inscrits dans le sillage d'une solide performance des Bourses européennes - l'indice paneuropéen Euro Stoxx 50 s'étant élevé à des records, poussé par les valeurs du secteur de la défense. À Tokyo, le titre du groupe IHI (ingénierie militaire et spatiale) s'est d'ailleurs envolé mardi de 6,26%. «La perspective de négociations entre Russie et Ukraine a été largement médiatisée, les États-Unis affichant une attitude positive à l'égard de discussions avec Moscou (...) Si les espoirs d'un cessez-le-feu rapide grandissent, cela améliorera encore le moral des in-

vestisseurs», notent les experts de Tokai Tokyo Intelligence. «Si un cessez-le-feu devient réalité, les prix de l'énergie, y compris du pétrole, devraient chuter. Le Japon, qui doit contrer l'inflation importée, devrait en bénéficier», ce qui tirerait la Bourse tokyoïte, ajoutent-ils. Le constructeur automobile Nissan a vu son titre bondir de 3,65%, après avoir gagné presque 6% en cours d'échanges. Le Financial Times a rapporté que son rival Honda serait prêt sous conditions à reprendre ses négociations avec lui en vue d'une fusion, après l'échec des discussions officialisé la semaine dernière.

Rechute du yen, la BoJ toujours dans le viseur

La monnaie nippone chutait de 0,31% face au billet vert vers 06H30 GMT, à 151,98 yens pour un dollar. Elle était victime de prises de bénéfices après sa forte appréciation des derniers jours, accentuée lundi après l'annonce d'une croissance économique japonaise

meilleure qu'attendu au quatrième trimestre 2024. «Ces chiffres solides ont conforté les anticipations de nouvelles hausses des taux de la Banque du Japon» qui rendraient le yen plus attractif, indiquent les experts de Standard Chartered.

Le pétrole se reprend, suspendu à l'Ukraine et à l'Opep

Après plusieurs séances sous forte pression, avec la crainte d'un retour de l'abondante offre d'hydrocarbures russes sur le marché mondial, les cours du pétrole tentent de reprendre leur souffle. Des spéculations sur un possible report de hausses de production par les pays exportateurs de l'Opep contribuent à réconforter le marché. Surtout, l'Ukraine a frappé avec des drones un oléoduc reliant la mer Caspienne à la mer Noire via le sud de la Russie, de quoi perturber les acheminements régionaux de brut. Vers 06H30 GMT, le prix du baril de WTI grimpaît de 1% à 71,45 dollars, celui de Brent de la mer du Nord de 0,21% à 75,38 dollars.

CAC 40

Un climat d'attentisme avec la géopolitique

La Bourse de Paris devrait ouvrir sans grand changement mardi matin en attendant la réouverture de Wall Street après le long week-end de Presidents' Day et la publication de quelques indicateurs économiques, dont l'indice ZEW du moral des investisseurs allemands. Vers 8h15, le contrat 'future' sur l'indice CAC 40 - échéance fin février - grignote 1,2 point à 8193,7 points, laissant entrevoir un début de séance globalement stable. Portés par la perspective d'une fin du conflit ukrainien, les grandes places européennes telles que l'Euro STOXX 50 et le DAX ont établi de nouveaux plus hauts historiques hier. Avec un gain de 14,5% depuis le 1er janvier, l'indice vedette allemand signe à ce stade sa meilleure entame d'année depuis 2012. Sur le plan géopolitique, des délégations américaine et russe sont arrivées en Arabie saoudite afin de démarrer des discussions destinées à mettre fin à la guerre qui oppose depuis maintenant presque trois ans la Russie et l'Ukraine. Mais les grands dirigeants européens s'inquiètent ouvertement de la possibilité d'un accord purement 'bilatéral' entre Trump et Poutine, qui

n'irait pas forcément dans le sens des intérêts de Kiev et des pays européens. Conséquence, les valeurs de la défense ont largement occupé les avant-postes du marché hier, les investisseurs misant sur un accroissement des dépenses militaires sur le Vieux Continent en raison du rapprochement apparent entre Washington et Moscou. Des titres liés à l'armement comme Saab (+16), Rheinmetall (+14%), BAE Systems (+9%), Leonardo (+8%), Thales (+8%) ou Dassault Aviation (+6%) ont signé les meilleures performances de l'indice STOXX Europe 600. A Paris, le CAC a réussi à aligner une sixième séance consécutive de hausse, revenant ainsi à un peu plus de 70 points de son records absolu de près de 8259,2 points inscrit au printemps 2024, avant l'annonce de la dissolution. Au vu des incertitudes géopolitiques du moment, les investisseurs pourraient toutefois hésiter à poursuivre leurs achats. La séance s'annonce en tout cas être plus animée que la veille sur les marchés d'actions avec la reprise des échanges à Wall Street après un week-end de trois jours, et dont l'orientation pourrait donner une direction au marché.

L'Europe boursière sans direction claire ; Capgemini dévisse

Les marchés actions européens évoluent en ordre dispersé, entre tractations sur l'Ukraine et résultats d'entreprises. Wall Street rouvre ce mardi après un week-end prolongé. L'indice Zew du sentiment des investisseurs allemands est ressorti meilleur qu'attendu en février. Au chapitre des valeurs, Capgemini ferme la marche de l'indice phare de la place parisienne après avoir annoncé des perspectives prudentes. Edenred est également dans le rouge. Vers midi, le CAC 40 s'effrite de 0,07% à 8183 points tandis que l'EuroStoxx 50 grappille 0,03% à 5521 points. En Europe, Intercontinental Hotels Group (-2,15% à 10 465 pence) af-

fiche une des plus fortes baisses de l'indice Footsie 100 en raison de prévisions de charges d'intérêt plus élevées qu'anticipé. Le groupe propriétaire des marques Holiday Inn, Crowne Plaza et Six Senses prévoit pourtant de distribuer plus de 1,1 milliard de dollars à ses actionnaires en 2025 grâce à un programme de rachat d'actions de 900 millions de dollars et aux dividendes Capgemini , qui avait lancé un avertissement fin octobre, chute de 9,14% à 168,50 euros, fermant ainsi la marche de l'indice CAC 40. Les investisseurs sanctionnent la présentation de perspectives 2025 jugées prudentes. Jefferies indique comprendre la prudence du groupe, qui

avait mal évalué la vitesse de reprise du marché en 2024. Dans le sillage de Capgemini, d'autres valeurs du secteur des entreprises de services du numérique se replient, dont Sopra Steria. Cette année, le groupe anticipe au pire un repli de 2% de ses revenus à taux de change et au mieux une croissance de 2%. Valneva (+4,05% à 3,52 euros) affiche la deuxième plus forte hausse de l'indice SBF 120. Le spécialiste des vaccins a déclaré un chiffre d'affaires 2024 en hausse de 10%, à 169,6 millions d'euros et des ventes en progression de 13%, à 163,3 millions d'euros. La trésorerie et les équivalents de

trésorerie étaient de 168,3 millions d'euros au 31 décembre 2024 contre 126,1 millions d'euros au 31 décembre 2023. Pour 2025, le spécialiste des vaccins prévoit un chiffre d'affaires de 180 millions à 190 millions d'euros et anticipe également des dépenses de recherche et développement (R&D) comprises entre 90 millions et 100 millions d'euros.

Les chiffres macroéconomiques du jour

En janvier 2025, l'indice des prix à la consommation (IPC) augmente de 0,2 % sur un mois, comme en décembre, indique l'Insee ce mardi. Cette hausse des prix s'explique par

la hausse des prix des services (+0,3 % après +0,5 %), notamment des services de santé (+2,4 % après +0,4 %) et de la protection sociale (+2,8 % après une stabilité), ainsi que de l'énergie (+1,6 % après +0,7 %), notamment ceux des produits pétroliers (+2,8 % après +1,0 %) et du gaz (+2,5 % après +1,5 %). L'indice Zew du sentiment des investisseurs allemands sur les perspectives économiques est ressorti à 26 en février contre 19,9 attendus après 10,3 en janvier. Aux Etats-Unis, l'indice manufacturier de la Fed de New-York en février sera publié à 14h30 avant l'indice NAHB de la confiance des constructeurs immobiliers en février à 16h00.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر BANK OF ALGERIA COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN Cours du : 17 Février 2025 Valeur : 19 Février 2025						
BASE		DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR			134.5908	134.6058
1	EUR	EURO			141.1319	141.1611
1	GBP	POUND STERLING			169.4671	169.5501
100	JPY	JAPANESE YEN			88.6224	88.6614
1	CNY	CHINESE YUAN			18.5612	18.5648
1	CHF	SWISS FRANC			149.4623	149.5620
1	CAD	CANADIAN DOLLAR			94.8959	94.9131
1	DKK	DANISH KRONE			18.9207	18.9242
1	SEK	SWEDISH KRONA			12.5684	12.5715
1	NOK	NORWEGIAN KRONE			12.0984	12.1041
1	AED	UAE DIRHAM			36.6413	36.6494
1	SAR	SAUDI RIYAL			35.8851	35.8911
1	KWD	KUWAITI DINAR			435.9922	436.1821
1	TND	TUNISIAN DINAR			42.2178	42.6421
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM			13.5046	13.5061
1	LYD	LIBYAN DINAR			27.3342	27.4745
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA			3.3818	3.3923
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS			176.3878	176.3878

ETATS UNIS

La commission dirigée par Elon Musk souhaite accéder aux données sensibles du fisc américain

Selon plusieurs médias, le Département pour l'efficacité gouvernementale dirigé par le milliardaire américain a pour projet d'accéder à des données financières détaillées sur les contribuables et entreprises.

Le Département pour l'efficacité du gouvernement américain (Doge), dirigé par Elon Musk, est en train de préparer un accès à un système ultra sensible du fisc où se trouvent des données financières détaillées des contribuables et entreprises, affirment lundi 17 février plusieurs médias. Le Washington Post affirme, en citant trois sources proches du dossier sous couvert d'anonymat, que cela inquiète au sein l'Internal Revenue Service (IRS), l'administration fiscale américaine. La création du Doge a été ordonné par Donald Trump lors de son accession au pouvoir fin janvier et son objectif est de réformer en profondeur l'appareil d'Etat américain pour réduire les dépenses publiques. Il est dirigé par Elon Musk et certaines de ses premières initiatives ont fait l'objet de recours en justice, arguant des dangers

qu'elles font peser sur les données personnelles sensibles. Le journal affirme avoir eu accès au projet d'accord pour permettre à un employé de Doge de travailler pendant 120 jours à l'IRS, avec un accès possible aux différents systèmes et bases de données, notamment l'IDRS, particulièrement sécurisé et restreint. Il permet un "accès visuel instantané à certains dossiers de contribuables", selon un document de l'IRS cité par le média Axios.

"Éliminer les gaspillages, fraudes, abus"

Un responsable de l'administration Trump cité par le journal a déclaré que le Doge avait besoin d'accéder à l'IDRS pour "éliminer les gaspillages, fraudes, abus, et améliorer les performances du gouvernement", assurant que cela était fait dans un cadre

"légal et avec les accréditations de sécurité appropriées". Un porte-parole de la Maison Blanche, Harrison Fields, interrogé par NBC, a affirmé qu'il "faut un accès direct au système pour identifier et régler" les problèmes. Le "Doge continuera de mettre en lumière les fraudes qu'ils découvrent, car le peuple américain mérite de savoir à quoi son gouvernement a dépensé l'argent durement gagné de ses impôts" a ajouté Harrison Fields. Le projet du Doge d'accéder à ces systèmes s'inscrit dans la perspective, relayée par la presse, de réduction massive des effectifs de l'IRS. Le Washington Post affirmait vendredi, en citant six sources proches du dossier sous couvert d'anonymat, que l'administration Trump pourrait mettre un terme au contrat de près de 9.000 employés qui sont encore en période d'essai, travaillant spécifiquement sur la collecte de l'impôt.

FRANCE

Les prix ont augmenté de 1,7% sur un an en janvier selon l'Insee

Cette forte évolution est due à «l'intégration des prix moyens observés en janvier pour les médecins, plus dynamiques que pour l'estimation provisoire, et à la prise en compte des changements de tarifs des crèches en janvier». Les prix à la consommation ont augmenté de 1,7% sur un an en France en janvier, selon les résultats définitifs publiés mardi par l'Insee, qui a relevé de 0,3 point son estimation provisoire de 1,4%. De même, les prix ont augmenté de 0,2% sur un mois, et non diminué de 0,1% comme annoncé le 31 janvier. Cette forte évolution, assez rare, entre estimation provisoire et résultats définitifs, est due à «l'intégration des prix moyens observés en janvier pour les médecins, plus dynamiques que pour l'estimation provisoire, et à la prise en compte des changements de tarifs des crèches en janvier», explique l'Institut national de la Statistique.

ROYAUME-UNI

Chômage faible, entreprises inquiètes

Le chômage est resté stable à 4,4% lors des trois mois terminés en décembre, a annoncé mardi l'office britannique des statistiques "ONS", mais le marché montre des signes ralentissements, les entreprises se montrant inquiètes des hausses de cotisations patronales du gouvernement. Les intentions d'embauche se sont considérablement affaiblies sur l'ensemble du marché du

travail, soulignent les économistes, qui s'attendent à ce que cela persiste au cours des mois à venir. La ministre britannique des Finances, Rachel Reeves, a présenté fin octobre un budget augmentant brutalement les cotisations patronales, qui entrera en vigueur en avril. Les entreprises ne cessent depuis d'alerter sur l'impact de ces hausses pour l'emploi et les salaires. Dans

une enquête publiée lundi, l'institut économique Chartered Institute of Personnel and Development (CIPD) révèle qu'un tiers des entreprises s'attendent à une augmentation de leurs coûts de personnel et déclarent prévoir de réduire les emplois par des licenciements ou en recrutant moins de travailleurs. Il note une légère accélération de 5,9% (hors primes) de la crois-

sance des salaires, qui "pourrait compliquer la prise de décision" de la Banque d'Angleterre. Ce chiffre est en effet scruté de près par l'institution monétaire britannique, qui veille à la stabilité des prix et voit la croissance des salaires comme un indicateur de pressions inflationnistes. Cette dernière, qui vient de réduire son taux directeur à 4,5%, va devoir adopter

une stratégie pour contrer un ralentissement économique, avec le risque qu'une forte croissance salariale puisse soutenir la consommation et ralentir la désinflation, selon les économistes. Ces chiffres font suite à la publication la semaine passée d'un taux de croissance presque atone au quatrième trimestre, à 0,1%, qui renforce "les inquiétudes sur une stagnation".

ITALIE

Edenred confiant pour 2025 malgré des vents contraires

Rationalisation

Après des résultats en nette hausse en 2024, la société française de services prépayés Edenred, qui commercialise le Ticket Restaurant, se veut rassurante pour 2025 malgré un changement législatif en Italie qui lui coûtera 60 millions d'euros. Le groupe a publié mardi un bénéfice net supérieur aux attentes pour 2024, à 507 millions d'euros, quasi doublé par rapport à 2023 (+90%) où il avait été affecté par une amende versée à l'Autorité de la concurrence en France. Sans prendre en compte l'amende de 2023, le résultat croît de 19%. Le chiffre d'affaires augmente de 13% à 2,85 milliards d'euros, tiré par la branche avantages aux salariés (1,7 milliard d'euros, +15%) et les solutions de mobilité (624 millions, +8%). L'excédent brut d'exploitation (Ebitda) a atteint 1,26 milliard d'euros l'an dernier, en hausse de 15,7%, mieux qu'attendu

par les analystes. "Pour 2025, nous nous sommes fixé pour objectif ambitieux, malgré un environnement économique incertain en Europe, de faire croître notre Ebitda de plus de 10% en données comparables, un objectif qui tient compte de l'introduction d'un plafonnement des commissions marchandes en Italie", souligne Bertrand Dumazy, PDG d'Edenred, cité dans un communiqué. Les commissions payées par les commerçants du secteur privé aux émetteurs de titre-restaurant vont être plafonnées à 5% sur le marché transalpin, selon Edenred. Ce changement qui devrait intervenir au deuxième semestre va coûter 60 millions d'euros au groupe en 2025.

"Impact important"

Cette mesure aura "un impact important" sur la progression du chiffre d'affaires

opérationnel, qui devrait connaître en 2025 "une croissance à un chiffre élevé", a précisé le PDG lors d'une présentation aux analystes financiers. Le groupe a saisi la justice italienne pour contester cette nouvelle mesure et réfléchit à saisir également la justice européenne, selon lui. Fin octobre, Edenred avait averti sur ce risque qui pourrait lui coûter "de l'ordre de 120 millions d'euros en année pleine", une annonce qui avait fait plonger son cours de Bourse. Mardi, le titre perdait plus de 6% un peu avant 11H00, à 31,45 euros dans un marché en baisse de 0,18%. Avec un "chiffre d'affaires correspondant aux attentes en 2024 (...) tous les regards se tournent vers 2025, où les vents contraires de la réglementation italienne pèseront sur la croissance du chiffre d'affaires et de l'Ebitda", ont retenu les analystes de Jefferies.

Pour 2025, "notre confiance repose sur la forte récurrence, la richesse et la diversité de notre modèle économique, sur le maintien d'une bonne dynamique de croissance de nos activités d'avantages aux salariés et de mobilité et sur la contribution attendue de nos dernières acquisitions", estime le PDG. Le groupe annonce par ailleurs qu'il a "entamé une rationalisation de son portefeuille d'activités", en arrêtant progressivement certaines activités financières à destination des banques en ligne, devenues moins porteuses. Cet arrêt aura un impact de "quelques millions d'euros" sur l'activité des prochains trimestres mais a déjà été pris en compte dans les objectifs du groupe, a précisé le directeur financier lors de la conférence analystes.

AIRBAGS TAKATA

Stellantis demande l'immobilisation immédiate de 250 000 Citroën C3 et DS3 supplémentaires

Après avoir lancé une nouvelle vague de rappels moins stricte que la précédente pour les Citroën C3 et DS3, le groupe Stellantis revoit sa politique. Les propriétaires concernés vont recevoir un courrier leur demandant d'immobiliser immédiatement leur véhicule.

Même si les rappels sont devenus nombreux dans l'industrie automobile, il est rare qu'ils s'accompagnent d'une injonction d'immobilisation immédiate du véhicule. Ce type de campagne, aussi appelé "Stop Drive", était plutôt une spécialité de l'Amérique du Nord jusqu'ici. Mais l'affaire des airbags Takata est venue rebattre les cartes. L'an dernier, 600 000 propriétaires de Citroën C3 et DS3 situés dans le sud de l'Europe avaient ainsi reçu un courrier qui leur demandait de cesser de conduire au plus vite leur voiture. Cela faisait notamment suite à un accident mortel qui avait eu lieu dans le département des Hautes-Pyrénées, après plusieurs décès recensés en outre-mer au volant des mêmes modèles. Aujourd'hui, le groupe Stellantis annonce qu'il va appliquer la même politique pour le nord de la France, du moins pour les exemplaires de ces deux citadines fabriqués entre 2008 et 2013. Au total, cela représente tout de même près de 250 000 voitures dans l'Hexagone.

Un rappel initialement moins contraignant

L'entreprise change donc son fusil d'épaule après avoir initialement décidé de lancer une deuxième vague de rappel moins stricte que la précédente, sous le



code NQ3, en raison d'un risque jugé moins important. Les airbags Takata ont en effet surtout tendance à poser problème sous des climats chauds et humides. C'est dans ces conditions que le nitrate d'ammonium, composé utilisé pour permettre le gonflage de ces coussins de sécurité, peut devenir très instable en vieillissant. Il arrive alors qu'un simple petit choc déclenche une explosion incontrôlée, avec la projection de débris métalliques parfois fatals pour le conducteur ou le passager avant du véhicule.

L'outre-mer a payé un lourd tribut dans ce scandale industriel, avec une quinzaine de décès recensés. Le plus récent d'entre eux est même intervenu dans la nuit du 30 au 31 janvier dernier à bord d'une Honda Jazz produite en 2003.

Un airbag dangereux détecté dans les Pays de la Loire

Stellantis est donc loin d'être le seul groupe automobile à être concerné par cette gigantesque affaire qui a touché une

trentaine de constructeurs. Mais Citroën a fait l'objet de vives critiques pour sa gestion de cette crise l'an passé, avec le lancement d'une action collective ou encore une plainte de l'UFC-Que Choisir plus récemment, et la marque s'efforce désormais de corriger le tir. Sa décision de passer à un rappel de type "Stop Drive" dans une zone géographique plus étendue intervient ainsi après avoir analysé un airbag Takata remplacé dans les Pays de la Loire, au nord de la ligne Clermont-Ferrand/Lyon qui avait été tracée au printemps 2024. Les scientifiques chargés de ce dossier dans l'entreprise ont tiré la sonnette d'alarme en constatant que le coussin gonflable ainsi prélevé souffrait d'un mauvais vieillissement.

Un rappel moins chaotique qu'en 2024 ?

La multinationale se montre toutefois confiante sur sa capacité à corriger les Citroën C3 et DS3 ainsi immobilisées de manière beaucoup plus efficace que l'année passée. Alors qu'elle avait été prise au dépourvu en 2024 et manquait initialement de pièces de rechange, cette fois, les airbags devraient tous être disponibles de manière quasi-immédiate. Le remplacement de cet équipement de sécurité défectueux ne prend par ailleurs pas énormément de temps.

Toyota rappelle plus de 20 000 exemplaires de sa compacte Corolla en France

Moins insipide que ses devancières, l'actuelle Corolla ne bafoue pas la réputation de fiabilité de Toyota. Mais cela ne l'empêche pas de faire l'objet d'une importante campagne de rappel pour éviter un problème de freinage.

L'Automobile Magazine vous l'a expliqué récemment : les rappels ne donnent pas toujours d'indications sur la fiabilité d'une marque. Toyota fait, par exemple, partie des constructeurs qui organisent le plus d'opérations de retour en atelier chaque année, alors que bon nombre de ses modèles offrent une vraie tranquillité d'esprit. La firme japonaise a ainsi lancé une campagne sous le code 24SD-146 pour l'actuelle génération de sa compacte Corolla, qui fait partie des voitures les plus vendues dans le monde aux côtés de son cousin SUV RAV4 et du



Tesla Model Y. Cela explique pourquoi plus d'un million d'exemplaires sur la planète seraient concernés, selon le site du ministère des Transports allemands KBA.

Des véhicules fabriqués en 2023 ou 2024

En France, le service communication de la marque nous a signalés que 22 676 voitures devraient re-

venir au garage. Ces Corolla ont été fabriquées entre le 16 janvier 2023 et le 5 novembre 2024. Le problème à résoudre porte ici sur le système de freinage. En raison d'une erreur dans le logiciel qui gère l'antipatinage, la pression du liquide de frein pourrait être mal calibrée quand la pédale de frein est actionnée en plein virage. La pédale pourrait ainsi se montrer assez dure, ce qui

risque de rallonger les distances d'arrêt. Il s'agit donc d'un problème de sécurité potentiel, comme pour la majorité des campagnes de rappel.

Quel est le correctif prévu ?

Le correctif ne devrait toutefois pas se montrer trop onéreux pour Toyota. Il consiste simplement en une reprogrammation du calculateur de l'antipatinage, qui prendra environ un peu moins de 45 minutes. L'intervention sera intégralement prise en charge et les propriétaires concernés seront avertis par courrier recommandé. Mais vous pouvez aussi déjà vérifier si votre Corolla fait bien partie des modèles rappelés en utilisant l'outil en ligne mis à votre disposition par le constructeur. Vous aurez simplement besoin du numéro de série, alias VIN, indiqué à la lettre E de la carte grise.

On a la date de présentation du petit SUV pas cher de Volkswagen, l'ID.2X

La version crossover de la petite Volkswagen ID.2, la voiture électrique à 25 000€, s'annonce pour le salon de Munich en septembre prochain. Si vous aimez Volkswagen, ces prochains mois devraient être intéressants avec le lancement, ou au moins la présentation de plusieurs nouveautés. Ainsi il y a quelques jours, nous vous présentions la toute première image de la future petite citadine électrique à 20 000€. Un modèle qui l'on appelle déjà l'ID.1, sans avoir de confirmation que ce sera bien son nom, et dont le concept sera présenté au début du mois de mars. Et puis juste au-dessus, il y aura du neuf aussi puisque l'on attend aussi avec impatience l'ID.2, future concurrente de la Renault 5. Et voici désormais que l'on entend parler d'un autre modèle : le Volkswagen ID.2X. Comme son nom peut le faire comprendre, il s'agira de la future version crossover de l'ID.2, un petit SUV électrique dont on savait qu'il était dans les cartons. On a maintenant une date de présentation !

À partir de 25 000€ ?

En effet, dans un post publié sur LinkedIn, Thomas Schäfer, le PDG de Volkswagen, a annoncé qu'il serait présenté au salon de Munich 2025, donc dès le 9 septembre prochain. Parmi les inconnues désormais, il s'agit de savoir si ce sera un concept ou le futur modèle de série. On peut imaginer qu'il s'agira quand même d'un prototype, mais sachant que le véhicule est attendu sur nos routes dès 2026, il devrait déjà être proche de la version définitive. Il reprendra la plateforme modulaire MEB Entry de ses cousins Skoda Epiq et Cupra Raval. Quant au prix, on l'annonce déjà autour de 25 000€. À confirmer !

LE MOTEUR DE RECHERCHE CROULE SOUS 10
MILLIONS DE DEMANDES DMCA PAR JOUR

Google exploité par les pirates ?

Dix millions par jour ! C'est le nombre de demandes de retrait DMCA auxquels Google doit faire face quotidiennement. Un chiffre démesuré, multiplié par 14 000 en l'espace de quinze ans, rien que ça.

En 2024, Google a franchi un cap historique en traitant 3,5 milliards de demandes de retrait DMCA (Digital Millennium Copyright Act) en un an, un chiffre sans précédent. Cette pluie de requêtes met en lumière l'ampleur du défi pour Google dans le respect des lois sur les droits d'auteur et le maintien de la qualité de son moteur de recherche.

**Protection des droits d'auteurs :
une lutte sans fin**

Le piratage en ligne n'a cessé de croître au fil des années, et Google, en tant qu'acteur majeur du secteur numérique, joue un rôle clé dans la lutte contre ce phénomène. Quinze ans en arrière, l'entreprise traitait seulement 250 000 demandes de retrait DMCA par an ; aujourd'hui, ce chiffre dépasse les 3,5 milliards. Cette multiplication des demandes révèle non seulement la prolifération des contenus piratés, mais aussi la sophistication des méthodes utilisées par les opérateurs de sites pirates pour contourner les mesures de suppression. Surtout, ce chiffre démontre la grande volonté des éditeurs et ayants droit. De grands groupes comme Penguin Random House, HarperCollins ou encore Simon & Schuster, épaulés par des entreprises spécialisées, sont responsables d'une majeure partie des demandes de retrait. Leur objectif : éradiquer les copies illégales de leurs œuvres, notamment sur des plateformes comme Z-Library ou



Anna's Archive, des bibliothèques numériques en ligne qui abritent des millions de livres piratés. Un phénomène que l'on retrouve dans la plupart des secteurs touchés par le piratage. On le constate souvent du côté des retransmissions sportives, notamment du football, un secteur où les principaux acteurs accusent Google d'inaction.

Un phénomène "auto-alimenté" ?

Malgré les efforts de Google pour bloquer les sites et supprimer les

contenus piratés, cette lutte prend l'aspect d'un combat sans fin. En effet, chaque mesure prise pour supprimer un site pirate génère souvent une réaction en chaîne : les opérateurs de ces sites adaptent rapidement leurs stratégies, en modifiant les URL ou en créant de nouveaux domaines pour contourner les restrictions. Un jeu du chat et de la souris qui est devenue monnaie courante, comme nous le constatons régulièrement en France lorsque de nouveaux sites pirates sont bloqués par les FAI.

ARNAQUE AU PRÉSIDENT

l'IA pousse l'escroquerie encore plus loin...

Des escrocs ont utilisé l'intelligence artificielle pour cloner la voix du ministre de la Défense italien Guido Crosetto afin d'escroquer de grandes entreprises. L'ancien président de l'Inter Milan a versé 1 million d'euros, persuadé de participer à la libération de journalistes kidnappés à l'étranger. Ce qui va suivre s'est passé en Italie, mais pourrait très bien arriver chez nous, avec nos personnalités politiques ou économiques. Armani, Beretta, Pirelli et le groupe pharmaceutique Menarini font partie des entreprises italiennes contactées par de faux représentants du ministère de la Défense de leur pays. Les escrocs ont reproduit la voix du ministre Guido Crosetto grâce à l'intelligence artificielle pour convaincre leurs interlocuteurs de verser de l'argent. Le prétexte : libérer des journalistes emprisonnés à l'étranger. L'ancien président de l'Inter Milan, Massimo Moratti, a transféré 1 million d'euros sur un compte à Hong Kong. La police italienne a depuis récupéré les fonds. Cette affaire rappelle celle dont on vous avait déjà parlé sur Clubic, qui concernait un cadre dirigeant de Ferrari, qui avait déjoué le deepfake audio du soi-disant grand patron de la marque au cheval cabré.

**Le deepfake audio continue de s'améliorer
avec l'intelligence artificielle**

C'est ce qu'on appelle « l'arnaque au président », hélas répandue. Parfois sous la forme de deepfake vidéo, ou par le biais de l'usurpation d'identité, cette cyberescroquerie est un véritable fléau. Pour ce braquage à l'italienne, tout commence par un appel au standard des entreprises. Un homme se présente comme le « Dr. Giovanni Montalbano » du ministère de la Défense. Il annonce un appel urgent du ministre Crosetto pour une « question de sécurité nationale » et communique un numéro de téléphone étranger à rappeler. « Nous avons déjà reçu des appels de personnes se faisant passer pour des généraux de la Garde financière ou de l'Armée », témoigne Lucia Aleotti, codirigeante du groupe Menarini au Corriere della Sera. Les escrocs utilisent l'actualité de la journaliste Cecilia Sala, emprisonnée en Iran et libérée le 8 janvier. « Tout cela semblait absolument vrai », reconnaît Massimo Moratti après avoir été piégé. Les outils de deepfake audio, multipliés depuis l'essor et avec l'amélioration continue de l'IA générative, permettent maintenant de reproduire n'importe quelle voix de manière réaliste.

L'humain comme dernier rempart contre les nouvelles arnaques

« Certaines défenses viennent du bon sens », explique Lucia Aleotti, dont l'entreprise Menarini (qui n'est pas ciblée par hasard, avec ses 4,3 milliards d'euros de chiffre d'affaires en 2023) forme régulièrement son personnel à la cybersécurité. « Le thème de la sécurité nationale, l'urgence, le mystère sont des éléments qui doivent rendre méfiant », poursuit-elle. Son assistante Chiara a déjoué la tentative d'escroquerie grâce à sa vigilance. « Nous devons toujours être vigilants, ne jamais nous sentir intelligents », prévient Lucia Aleotti. Il faut dire que l'entreprise reçoit régulièrement des propositions douteuses : « Un jour, ils ont essayé de nous vendre un Caravage et, il y a quelques années, même un Léonard de Vinci », se souvient-elle. Plusieurs plaintes ont été déposées, y compris par le ministre Crosetto.

■ Brèves Brèves

Un LLM 24B Mistral AI spécialisé en Arabe

Pour appuyer son développement à l'international et répondre à des nombreuses de ses clients, la start-up française a publié un grand modèle de langage orienté spécifiquement sur la langue Arabe. Baptisé Saba, ce LLM de 24 milliards de paramètres repose sur des ensembles de données "méticuleusement conservées" provenant de l'ensemble du Moyen-Orient et de l'Asie du Sud. "Le modèle fournit des réponses plus précises et plus pertinentes que des modèles cinq fois plus grands, tout en étant beaucoup

plus rapide et moins coûteux", assure Mistral AI. "Le modèle peut également servir de base solide pour former des adaptations régionales très spécifiques." Mistral Saba est disponible sous forme d'API, mais il est également possible de le déployer localement sur des systèmes à un seul GPU, répondant à des vitesses de plus de 150 jetons par seconde.

Veeam supprime des données de son forum après restauration

L'éditeur en solutions de back-up a admis avoir raté un travail de restauration et

effacé des données d'un de ses forums. "Au cours de la fenêtre de maintenance du forum de ce matin, une sauvegarde de la base de données du forum datant d'il y a un jour (lundi 10 février) a été restaurée par erreur par l'équipe DevOps de l'infrastructure interne sur la base de données de production, qui n'avait pas de problème et ne nécessitait pas de restauration", a indiqué Veeam. "En raison des changements importants (nouveaux sujets et commentaires) apportés depuis la restauration, nous ne sommes pas en mesure d'intégrer les sujets et commentaires d'hier et d'aujourd'hui [sic] matin dans la version actuelle", a expliqué Veeam qui s'excuse

"sincèrement pour les inconvénients que cela a pu causer."

Dell proche d'un deal à 5 Md\$ avec xAI

D'après Bloomberg, le fournisseur texan est sur le point de conclure un accord de plus de 5 Md\$ pour équiper la start-up xAI d'Elon Musk en serveurs embarquant des accélérateurs GB200 de Nvidia taillés pour les traitements en intelligence artificielle, selon des sources proches du dossier. D'après elles "certains détails sont en cours de finalisation et peuvent encore changer."

Mots fléchés

Mangeable	↓	Comparables	↓	Ameublit la terre	↓	Excréments	↓	Allemagne rattachée au bloc soviétique	↓	Affluent de la Vézère	↓	Affirmée	↓
Conquérant espagnol	→	Drames lyriques au Japon	→					Auréote	→	Grande ville du Japon	→	Répands	→
	↓		↓										
Flasque	→			Prénom féminin		Levasses le cul	→						
Souhaita	→												
	↓					Valeur refuge	→		Souverain hongrois		Été apte	→	
						Outil pour horticulteur	→				On le portait autour du cou	→	
Bizarres		Exclamation méridionale	→		Café-restaurant moderne	→							
	↓	Pierre précieuse	↓										
	→							Affluent du Rhône	→				
								Mot de dédain	→				
Insecte noir	→				Sillon		Note de musique	→		Service rapide	→		
Ecclésiastique	→						Attrape-nigaud	→		Leste	→		
	↓			Souillera	→							Pays asiatique	→
													Marque écrite
Petit passereau	→							Elles peuvent être plénières	→	Cité d'Anne de Beaujeu	→		
Poids embarqué	→												
	↓			Aboutir à un résultat	→							Habitant la botte	→
				Curriculum vitae	→								
Prématuré		Devoir								Colostrum	→		
	↓												
				Examinera	→					Greffe	→		
										Moment privilégié de quiétude	→		
Récipient du matin	→			Nids d'espions israélien		Grande école	→				Maladies d'amour	Geste de scout	→
Prénom masculin arabe	→				Ante meridiem	Une offre boursière pas toujours amicale	→						Serre la gorge
	↓												
				Prénom d'un dictateur chinois	→		Sommet d'un bâtiment	→					
				Sou	→		A remplacé le RMI	→					
Appareils pour gymnaste		Tassait	→										
	↓	Rigole	↓										
					Fonda	→						Erbium	→
					Vieilles rognés	→						Soûls	→
Donc	→					Ciel-de-lit		Mouvement de pensée bouddhique		Archives télévisuelles	→		
Deviendra crapaud	→						Règle générale impérative		Quatre romain	→		Possédés	→
Surprise-partie		Parfaites	→							Désert	→		
	↓	Personnage de Brecht	↓							Pascal	→		
				Un mont au sud de Jérusalem	→				Relatif à un peuple africain	→			
Contestes	→				Condition	→		Il a son mot	→				

37 morts et 1373 blessés en une semaine

Trente-sept (37) personnes sont décédées et 1373 autres ont été blessées dans 1187 accidents de la route survenus durant la période du 9 au 15 février à travers le pays, indique mardi un bilan hebdomadaire de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de Boumerdes avec 4 morts et 34 blessés suite à 37 accidents, précise la même source. Par ailleurs, les éléments de la Protection civile sont intervenus pour l'extinction de 558 incendies urbains, industriels et autres, dont les plus importants ont été enregistrés dans les wilayas d'Alger (65 incendies), Blida (33) et Oran (26). Durant la même période, les éléments de la Protection civile ont procédé au sauvetage de 519 personnes en situation de danger et exécuté 5436 opérations d'assistance diverses, ajoute la même source.



MONNAIES

Le dollar en hausse face à l'euro

Le billet vert monte mardi avec le retour des investisseurs d'un jour férié aux Etats-Unis, tandis que les marchés restent suspendus à la rencontre russo-américaine en Arabie saoudite. Selon les analystes, le dollar a profité notamment d'une vague de rendements obligataires américains plus élevés, alors que les marchés des bons du Trésor américain ont rouvert après le jour férié du Presidents' Day, célébré chaque troisième lundi de février. Vers midi, le billet vert prend 0,19% à la monnaie unique européenne, à 1,0464 dollar, et s'accorde 0,18% face à la livre, à 1,2602 dollar. De hauts responsables américains et russes, ont entamé mardi à Ryad une réunion afin de préparer un possible prochain sommet entre Donald Trump et Vladimir Poutine sur l'Ukraine. D'autre part, au Royaume-Uni, le taux de chômage est resté stable à 4,4% lors des trois mois terminés en décembre, selon des chiffres officiels dévoilés mardi, un niveau peu élevé, qui freine la baisse de la livre. Des données sur le produit intérieur brut (PIB) publiées en fin de semaine dernière ont également montré que l'économie britannique a évité une contraction au quatrième trimestre. "Nous sommes confrontés à un environnement de croissance faible au Royaume-Uni", a cependant insisté le gouverneur de la Banque d'Angleterre (BoE), Andrew Bailey, qui s'exprimait mardi lors d'une conférence à Bruxelles.

MAROC

Plus de 4 millions de personnes menacées par la pauvreté

Plus de 4 millions de personnes sont menacées par la pauvreté au Maroc, la plupart d'entre elles se trouvant dans les régions de Fès (nord-est) et Béni Mellal (centre), selon un rapport publié par un organisme officiel marocain. Une enquête nationale sur le niveau de vie des ménages dans le royaume menée par le Haut commissariat au plan (HCP) révèle une "accentuation des inégalités et une vulnérabilité croissante, y compris en milieu urbain". Le rapport du HCP met en exergue la vulnérabilité économique qui touche désormais de plus en plus de ménages urbains. Désormais, près de 4,75 millions de Marocains sont considérés comme économiquement vulnérables, dont 47,2% résident en ville, contre seulement 36% en 2014. Les résultats de l'enquête montrent que la pauvreté multidimensionnelle (qui prend en compte l'accès à l'éducation, la santé et le logement) "demeure fortement présente dans certaines régions". Béni Mellal-Khénifra et Fès-Meknès concentrent à elles seules plus de 40% des personnes en situation de pauvreté multidimensionnelle. Fait révélateur, près de 72% des ménages perçoivent un revenu inférieur à la moyenne nationale, une réalité qui traduit l'ampleur des difficultés financières auxquelles fait face une large frange de la population marocaine. Il est à noter que l'étude a été menée entre mars 2022 et mars 2023, auprès d'un échantillon de 18.000 familles représentant diverses catégories socio-économiques de toutes les régions du royaume.

INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

Un objectif de contribution de 7% au PIB de l'Algérie d'ici 2027

Le ministre de la Poste et des Télécommunications, Sid Ali Zerrouki, a affirmé, avant-hier à Alger, que son secteur ambitionne que l'intelligence artificielle (IA) atteigne une contribution de 7% au PIB de l'Algérie d'ici 2027, révélant que "Algérie Télécom" lancera un fonds d'investissement dédié aux startups spécialisées dans le domaine de l'Intelligence artificielle, de la cybersécurité et de la robotique. Lors de l'ouverture de la 3e édition du Forum des technologies de l'information et de la communication "CTO Forum Algeria", en présence du ministre de l'Economie de la connaissance, des Startups et des Micro-entreprises, Noureddine Ouadah, et de la Haut-commissaire à la numérisation avec rang de ministre, Mme Meriem Benmouloud, M. Zerrouki a précisé que la grande transition numérique mon-

diale impose à l'Algérie d'accélérer l'innovation. Le ministre s'est, en outre, félicité des efforts consentis par l'Algérie en vue de renforcer sa position stratégique dans ce domaine, "grâce à la vision claire du président de la République, ayant permis la création de trois grandes universités dans l'intelligence artificielle, la robotique et les mathématiques". Il a également salué le rôle de la Commission nationale d'intelligence artificielle, qui a lancé récemment une stratégie nationale dans ce domaine, ainsi que celui des incubateurs d'affaires présents sur l'ensemble du territoire national. A cet égard, il a évoqué les centres de formation "Scale Centers", qui seront inaugurés la semaine prochaine, visant à "lever toute ambiguïté auprès des jeunes concernant l'intelligence artificielle, la cybersécurité et le cloud computing, en dispensant une formation gratuite, tout au long de l'année, au profit des jeunes n'ayant pas suivi un cursus universitaire". --Algérie Télécom compte lancer un fonds d'investissement dédié à l'IA-- A cette occasion, M.

Zerrouki a révélé qu'Algérie Télécom lancera un fonds d'investissement dédié aux startups dans le domaine de l'IA, la cybersécurité et la robotique, pour un montant de 1,5 milliard de dinars, comme première étape. Cette démarche s'inscrit dans le cadre du soutien des startups pour encourager davantage ces initiatives et partant, "atteindre l'objectif de 20.000 startups dans les plus brefs délais". Par ailleurs, le ministre s'est dit fier des "étapes cruciales franchies par l'Algérie sous la conduite du président de la République", notamment avec le déploiement de l'internet par fibre optique sur une distance de 265.000 km, ainsi que le couverture totale en 4G de 1.400 sites, desservant des villages et des zones enclavées désormais dotés d'eau, de gaz, d'électricité et d'internet. M. Zerrouki a également indiqué que le programme de son secteur prévoyait la mise en place de 7.000 nouvelles stations 4G afin d'assurer une couverture nationale en 2025, ainsi que l'augmentation des débits sur l'ensemble des axes.

VISITE D'UN MEMBRE DU GOUVERNEMENT FRANÇAIS AU SAHARA OCCIDENTAL

L'Algérie condamne «un mépris insigne de la légalité internationale»

La visite d'un membre du gouvernement français au Sahara occidental est d'une gravité particulière et traduit un "mépris insigne de la légalité internationale" de la part d'un membre permanent du Conseil de Sécurité, indique mardi un communiqué du ministère des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines. "La visite d'un membre du Gouvernement français au Sahara Occidental est d'une gravité particulière. Elle est condamnable à plus d'un titre. Elle traduit un mépris insigne de la légalité internationale de la part d'un membre permanent du Conseil de Sécurité", lit-on dans le communiqué. "Elle aide à la consolidation du fait accompli marocain au Sahara Occidental, territoire où un processus de décolonisation reste inachevé et où l'exercice d'un droit à l'autodétermination demeure inaccompli", ajoute la même source. Enfin, "la visite malvenue du membre du Gouvernement français renvoie l'image détestable d'une ancienne puissance coloniale solidaire d'une nouvelle. Ce faisant, le Gouvernement français se disqualifie davantage et s'isole par rapport à l'action des Nations Unies visant à hâter un règlement du conflit du Sahara Occidental sur la base d'un strict respect de la légalité internationale", conclut le communiqué.

